



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

au 30 juin 2020

TABLE DES MATIERES

1/ Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2020	p. 3
2/ Rapport semestriel d'activité	p. 35
3/ Attestation du responsable du rapport financier semestriel	p. 41
4/ Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information semestrielle 2020	p. 42

I. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30 juin 2020	30 juin 2019
Chiffre d'affaires	5.a.	1 398,8	1 610,7
Coût des ventes		(861,6)	(1 073,7)
Marge brute		537,2	537,0
Charges commerciales et marketing		(131,0)	(149,5)
Frais de recherche et de développement		(106,6)	(97,7)
Frais administratifs		(144,6)	(152,3)
Résultat opérationnel courant		155,0	137,5
Autres produits opérationnels	5.b.	6,2	3,8
Autres charges opérationnelles	5.b.	(30,6)	(17,0)
Résultat opérationnel		130,6	124,3
Produits financiers	9.a.	41,3	18,9
Charges financières	9.a.	(55,9)	(40,4)
Résultat financier		(14,5)	(21,4)
Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence		-	-
Résultat avant impôt		116,0	102,8
Impôts sur les bénéfices	10.	(24,4)	(21,0)
Résultat net		91,7	81,9
Attribuable aux :			
- actionnaires d'Ingenico Group S.A.		87,0	80,4
- participations ne donnant pas le contrôle		4,7	1,5
Résultat par actions (en euros)			
Résultat :			
- de base		1,39	1,30
- dilué		1,38	1,30

II. ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2020	30 juin 2019
Résultat net attribuable aux actionnaires d'Ingenico Group SA	87,0	80,4
Ecarts de conversion ⁽¹⁾	(55,2)	(21,9)
Variations de valeur des instruments dérivés de couverture ⁽²⁾	(0,4)	0,2
Variation de juste valeur des instruments de capitaux propres ⁽³⁾	0,7	0,7
Réévaluations du passif net au titre des prestations définies ⁽⁴⁾	(1,8)	-
Impôts sur gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global	0,3	(0,7)
TOTAL DES AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES D'INGENICO GROUP SA⁽²⁾	(56,4)	(21,8)
• Résultat net et autres éléments du résultat global attribuables aux actionnaires d'Ingenico Group SA	30,6	58,6
• Résultat net et autres éléments du résultat global attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	5,4	1,5
Ecarts de conversion attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	(0,0)	0,0
RESULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE	36,0	60,0

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2020	30 juin 2019
Impôts sur écarts de conversion	(0,6)	0,1
Impôts sur instruments financiers dérivés de couverture	0,3	(0,0)
Impôts sur variation de juste valeur des instruments de capitaux propres	0,3	(0,5)
Impôts sur écarts actuariels des régimes à prestations définies	0,3	(0,2)
IMPOTS SUR GAINS ET PERTES COMPTABILISES EN AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL	0,3	(0,7)

⁽¹⁾ En 2020, les écarts de conversion proviennent en majorité des filiales dont les comptabilités sont tenues en real brésilien et en dollar canadien. En 2019, les écarts de conversion proviennent en majorité des filiales dont la comptabilité est tenue en couronne suédoise.

⁽²⁾ Comptabilisation en « autres éléments du résultat global » des variations de valeur des swaps de taux sur emprunts bancaires et des contrats de couverture de change sur flux de trésorerie pour leur part efficace. Ces éléments seront ultérieurement recyclés dans le compte de résultat consolidé.

⁽³⁾ En application d'IFRS9, la variation de juste valeur des instruments de capitaux propres enregistrée dans les autres éléments du résultat global ne donnera pas lieu à un recyclage futur dans le compte de résultat consolidé.

⁽⁴⁾ Ce montant inclut les écarts actuariels attribuables aux actionnaires d'Ingenico Group S.A. et l'effet du plafonnement des actifs du Royaume-Uni. Ces éléments ne donneront pas lieu à un recyclage futur dans le compte de résultat consolidé.

III. ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

ACTIF <i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30 juin 2020	31 déc. 2019
Goodwill	7.	2 780,5	2 800,2
Autres immobilisations incorporelles		1 060,1	1 105,0
Immobilisations corporelles		171,4	186,9
Participations dans les sociétés mises en équivalence		1,3	1,3
Actifs financiers	9.c.	28,9	32,1
Actifs d'impôt différé		50,6	56,1
Autres actifs non courants	9.c.	52,9	58,9
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS		4 145,8	4 240,5
Stocks	5.d.	150,6	188,1
Clients et créances d'exploitation	5.e.	657,8	713,4
Créances liées à l'activité d'intermédiation	5.g.	228,8	336,4
Autres actifs courants	5.c.	57,5	42,8
Créances d'impôt courant		15,1	20,7
Instruments financiers dérivés	9.c.	7,8	5,7
Fonds liés à l'activité d'intermédiation	5.g.	853,7	1 205,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9.d.	1 433,4	813,8
TOTAL DES ACTIFS COURANTS		3 404,7	3 326,4
TOTAL DES ACTIFS		7 550,5	7 566,9

PASSIF <i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30 juin 2020	31 déc. 2019
Capital	11.	63,7	63,7
Primes d'émission et d'apport		902,3	902,3
Autres réserves		1 447,4	1 354,1
Ecart de conversion		(137,0)	(81,8)
Capitaux propres attribuables aux actionnaires d'Ingenico Group SA		2 276,5	2 238,3
Participations ne donnant pas le contrôle		280,1	274,6
TOTAL CAPITAUX PROPRES		2 556,6	2 512,9
Dettes financières à long terme	9.b.	1 653,8	1 652,7
Provisions pour retraites et engagements assimilés		63,9	63,0
Autres provisions à long terme	8.	28,2	21,1
Passifs d'impôt différé		203,1	222,1
Autres dettes non courantes	5.g.	49,5	59,1
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS		1 998,6	2 018,0
Dettes financières à court terme	9.b.	1 129,3	642,6
Autres provisions à court terme	8.	18,2	20,8
Dettes fournisseurs et autres dettes courantes		671,2	670,4
Dettes liées à l'activité d'intermédiation	5.g.	1 016,7	1 469,9
Dettes diverses courantes	5.f.	109,7	182,6
Dettes d'impôt exigible		39,4	44,8
Instruments financiers dérivés	9.c.	10,6	4,9
TOTAL DES PASSIFS COURANTS		2 995,3	3 036,0
TOTAL DES PASSIFS		4 993,9	5 054,0
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		7 550,5	7 566,9

IV. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2020	30 juin 2019
Résultat de la période	91,7	81,9
Ajustements pour :		
- Elimination de la charge (produit) d'impôt	24,4	21,0
- Elimination des amortissements et provisions	113,3	111,0
- Elimination des profits/pertes de réévaluation (juste valeur et dette financière)	3,7	5,3
- Elimination des résultats de cession d'actifs	0,1	(3,7)
- Elimination des charges (produits) d'intérêts nettes	18,0	20,1
- Coût des paiements fondés sur des actions ⁽¹⁾	9,2	4,7
Intérêts versés	(15,8)	(16,4)
Impôts payés	(31,5)	(24,7)
Flux de trésorerie opérationnels avant variation du besoin en fonds de roulement	213,1	199,1
Stocks	30,9	(23,0)
Créances et autres débiteurs	26,8	25,2
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	(48,1)	(6,5)
Variation du besoin en fonds de roulement	9,7	(4,2)
Besoin en fonds de roulement du préfinancement marchands ⁽²⁾	(6,4)	(8,1)
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES	216,4	186,9
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(63,2)	(60,0)
Cessions d'immobilisations corporelles, incorporelles et financières	11,9	6,1
Cession des sociétés mises en équivalence et intérêts ne donnant pas le contrôle	-	4,8
Acquisition de filiales sous déduction de la trésorerie acquise	(5,0)	(72,7)
Prêts et avances consentis	(1,6)	(2,9)
Remboursements reçus sur prêts	1,7	1,5
Dividendes reçus	1,4	0,1
Intérêts encaissés	6,3	4,4
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(48,5)	(118,6)
Augmentations de capital ⁽³⁾	-	(0,1)
(Achats) ventes d'actions propres ⁽³⁾	-	0,1
Emissions d'emprunts	750,0	126,5
Remboursements d'emprunts	(248,0)	(0,7)
Financement du préfinancement marchands ⁽²⁾	3,2	6,0
Variation des autres dettes financières	(14,6)	(14,9)
Dividendes versés aux actionnaires ⁽³⁾	-	(3,8)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	490,5	113,8
Incidence de la variation de cours des devises	(19,6)	3,3
VARIATION DE TRESORERIE	638,9	185,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets d'ouverture	770,6	762,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets de clôture	1 409,7	948,0
Valeurs mobilières de placement et dépôts à termes (uniquement pour la partie qui a un caractère de disponibilités)	580,1	140,2
Disponibilités	853,3	953,5
Comptes créditeurs de banque	(23,7)	(145,7)
Total trésorerie et équivalents de trésorerie nets	1 409,7	948,0

⁽¹⁾ En 2020, le coût des paiements fondés sur des actions d'un montant de 9,2 millions d'euros comprend 8,0 millions d'euros payés en instruments de capitaux propres et 1,2 million d'euros payés en trésorerie.

⁽²⁾ Dans le cadre de son activité de services transactionnels, le Groupe assure l'intermédiation entre les marchands, les émetteurs de carte de crédit, et le consommateur final. Les fonds attendus correspondant au paiement du consommateur final sont enregistrés en créances liées à l'activité d'intermédiation tandis que les fonds reçus non encore remis aux marchands sont enregistrés en fonds liés à l'activité d'intermédiation, c'est-à-dire hors de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La contrepartie est une dette due aux marchands. La réception et la remise de ces fonds sont des opérations neutres sur les Tableaux des flux de trésorerie Groupe qui sont enregistrées dans des comptes de bilan dédiés à l'actif et au passif, et présentées dans les Etats de la situation financière consolidés du Groupe.

Dans le cadre des activités de Bambora et de PayOne, il arrive que des fonds soient remis à des marchands avant même qu'ils n'aient été reçus par le Groupe, de la part des émetteurs de cartes. La durée de ce « préfinancement marchands » est généralement d'un ou deux jours. Afin d'éviter de puiser dans sa trésorerie pour assurer cette remise en avance aux marchands, le Groupe a recours à un financement bancaire spécifique et dédié avec un écart temporaire possible. L'effet en besoin de trésorerie et son financement immédiat sont inclus dans les activités opérationnelles et dans les opérations de financement du tableau de flux de trésorerie.

⁽³⁾ Ces éléments du tableau de flux de trésorerie sont sans effet sur l'endettement brut du Groupe (éléments de capitaux propres).

V. ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

(en millions d'euros)	Capital social	Primes d'émission et d'apport	Ecart de conversion	Part efficace des instruments de couverture	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Total capitaux propres consolidés - Part du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres consolidés
Solde au 31 décembre 2018, retraité	63,1	866,6	(75,5)	(0,6)	(88,8)	1 079,7	1 844,6	5,6	1 850,2
Ajustements lors de la première application d'IFRS16 (net d'impôt)						(2,1)	(2,1)	(0,1)	(2,3)
Solde ajusté au 1er janvier 2019	63,1	866,6	(75,5)	(0,6)	(88,8)	1 077,6	1 842,5	5,5	1 847,9
Résultat net 2019						208,0	208,0	8,5	216,5
Autres éléments du résultat global			(6,3)	(0,3)		(1,6)	(8,2)	(2,5)	(10,7)
Résultat global			(6,3)	(0,3)		206,4	199,8	6,0	205,8
Dividendes versés aux actionnaires ⁽¹⁾						(33,4)	(33,4)	(0,8)	(34,2)
Dividendes versés aux actionnaires : paiement du dividende en actions ⁽²⁾	0,6	34,0				(34,6)			
Actions propres ⁽³⁾					2,0	(1,2)	0,8		0,8
Paiements fondés sur des actions et levées de souscription d'actions ⁽⁴⁾		1,7				9,3	11,0		11,0
Relutions			(0,1)				(0,1)		(0,1)
Variation des détections de filiales sans perte de contrôle des éléments apportés ⁽⁵⁾						218,4	218,4	264,0	482,4
Autres						(0,7)	(0,7)		(0,7)
Solde au 31 décembre 2019	63,7	902,3	(81,8)	(0,9)	(86,8)	1 441,8	2 238,3	274,6	2 512,9
Résultat net Juin 2020						87,0	87,0	4,7	91,7
Autres éléments du résultat global			(55,2)	(0,1)		(1,0)	(56,4)	0,6	(55,7)
Résultat global			(55,2)	(0,1)		85,9	30,6	5,4	36,0
Dividendes versés aux actionnaires ⁽¹⁾									
Dividendes versés aux actionnaires : paiement du dividende en actions ⁽¹⁾									
Actions propres ⁽²⁾					1,5	(1,0)	0,5		0,5
Paiements fondés sur des actions et levées de souscription d'actions ⁽³⁾						8,0	8,0		8,0
Dilution						(0,2)	(0,2)	0,2	
Autres						(0,7)	(0,7)		(0,7)
Solde au 30 juin 2020	63,7	902,3	(137,0)	(1,0)	(85,3)	1 533,7	2 276,5	280,1	2 556,6

Juin 2020 :

⁽¹⁾ Le Groupe a décidé lors de l'assemblée générale du 11 juin 2020 approuvant les comptes de la société mère de ne distribuer aucun dividende afin de tenir compte des circonstances sanitaires exceptionnelles et de respecter les conditions lui permettant de bénéficier des mesures gouvernementales de soutien.

⁽²⁾ Le portefeuille d'actions propres est décrit en note 11 « Capital social de la société mère ».

⁽³⁾ Paiements fondés sur des actions :

- L'augmentation des réserves consolidées correspond à la juste valeur des actions gratuites et autres instruments attribués et comptabilisés à chaque exercice dans le résultat opérationnel.
- L'augmentation du capital social et des primes d'émission et d'apport correspond à l'émission d'actions nouvelles pour servir les plans d'attributions d'actions gratuites arrivés à terme pendant l'exercice.

Décembre 2019 :

⁽¹⁾ Paiement du dividende en numéraire le 7 juillet 2019, soit 1,10 euro par action.

⁽²⁾ Paiement du dividende en actions par incorporation de réserves en juillet 2019 et création de 534 871 actions.

⁽³⁾ Le portefeuille d'actions propres est décrit en note 11 « Capital social de la maison mère ».

⁽⁴⁾ Paiements fondés sur des actions :

- L'augmentation des réserves consolidées correspond à la juste valeur des actions gratuites et autres instruments attribués et comptabilisés à chaque exercice dans le résultat opérationnel.
- L'augmentation du capital social et des primes d'émission et d'apport correspond à l'émission d'actions nouvelles pour servir les plans d'attributions d'actions gratuites arrivés à terme pendant l'exercice.

⁽⁵⁾ Impact net de la combinaison de BS PayOne avec les actifs DACH d'Ingenico Retail.

INDEX

1. LE GROUPE	11
2. REGLES ET METHODES COMPTABLES	11
3. FAITS MARQUANTS	13
4. INFORMATION SECTORIELLE	14
5. DONNEES OPERATIONNELLES	14
a. Chiffre d'affaires	14
b. Autres produits et charges opérationnels.....	16
c. Réconciliation des indicateurs alternatifs de performance avec les comptes consolidés	17
d. Stocks	19
e. Clients et créances d'exploitation	19
f. Dettes diverses courantes	20
g. Fonds, créances et dettes liés à l'activité d'intermédiation.....	20
6. AVANTAGES AU PERSONNEL ET REMUNERATION DES DIRIGEANTS (PARTIES LIEES)	21
a. Transactions avec les parties liées	21
b. Coûts des paiements fondés sur des actions.....	21
7. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	22
8. AUTRES PROVISIONS	24
a. Garanties	24
b. Litiges et réclamations.....	24
c. Autres provisions.....	25
9. FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS	25
a. Coût financier net	25
b. Dettes financières nettes	26
c. Instruments financiers dérivés	28
d. Définition des classes d'actifs et de passifs financiers par catégorie comptable	28
10. IMPÔTS	32
11. CAPITAL SOCIAL DE LA SOCIETE MERE	32
12. ENGAGEMENTS HORS BILAN	33
13. PRINCIPALES SOCIETES CONSOLIDEES DU GROUPE	34
14. EVENEMENTS POST-CLOTURE	34

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES CONSOLIDES RESUMES

1. LE GROUPE

Les états financiers intermédiaires consolidés résumés ci-joints présentent les opérations de la société Ingenico Group SA (ci-après dénommée « la Société ») et de ses filiales ainsi que la quote-part du Groupe dans les entreprises sur lesquelles il exerce une influence notable ou un contrôle conjoint (l'ensemble étant désigné comme « le Groupe »).

Ingenico Group est le leader mondial des solutions de paiement intégrées, et offre des solutions de paiements sur tous les canaux (en magasin, sur mobile, sur Internet et en cross-canal).

Ingenico Group SA est une société française dont les titres sont admis sur le premier marché de la bourse de Paris et dont le siège social est situé à Paris.

Les états financiers intermédiaires consolidés résumés ont été approuvés par le Conseil d'administration le 22 juillet 2020.

2. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers intermédiaires consolidés résumés ont été préparés en conformité avec la norme internationale d'information financière IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises par le référentiel IFRS pour l'établissement des états financiers annuels et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Les principes comptables retenus pour l'établissement des états financiers intermédiaires consolidés résumés pour la période du 1^{er} janvier 2020 au 30 juin 2020 sont identiques à ceux utilisés pour la présentation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2019, à l'exception de nouvelles normes applicables en date du 1^{er} janvier 2020.

Les nouveaux textes obligatoirement applicables à compter du 1^{er} janvier 2020 et concernant le Groupe n'ont pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés.

Ils concernent :

- L'amendement à IFRS 3 « définition d'un *business* » ;
- Les amendements aux normes IFRS 7, IFRS 9 et IAS 39 dans le cadre de la réforme des taux d'intérêt de référence ;
- Les amendements à IAS 1 et IAS 8 « Définition du terme *significatif* » ;
- Modification des références au cadre conceptuel dans les normes.

Les normes, amendements de normes et interprétations adoptés par l'IASB ou l'IFRSIC (« International Financial Reporting Standard Interpretations Committee ») ainsi que par l'Union Européenne au 30 juin 2020, mais d'application non obligatoire au 30 juin 2020, n'ont pas donné lieu à une application anticipée.

Conversion des états financiers

Les taux de conversion des principales devises utilisées dans le Groupe sur l'exercice 2019 et les périodes de 6 mois closes aux 30 juin 2019 et 2020 sont les suivants :

Taux de clôture	30 juin 2020	31 déc. 2019
Dollar américain	1,1198	1,1234
Dollar canadien	1,5324	1,4598
Dollar australien	1,6344	1,5995
Livre anglaise	0,9124	0,8508
Rouble russe	79,6300	69,9563
Couronne suédoise	10,4948	10,4468
Livre turque	7,6720	6,6621
Real brésilien	6,1320	4,5281
Yuan chinois	7,9219	7,8205

Taux moyens	30 juin 2020	30 juin 2019
Dollar américain	1,1015	1,1298
Dollar canadien	1,5031	1,5067
Dollar australien	1,6775	1,6002
Livre anglaise	0,8743	0,8736
Rouble russe	76,6825	73,7215
Couronne suédoise	10,6610	10,5187
Livre turque	7,1407	6,3437
Real brésilien	5,4228	4,3437
Yuan chinois	7,7481	7,6670

Estimations et jugements

La préparation des états financiers intermédiaires consolidés résumés nécessite de la part de la Direction l'exercice d'un jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Dans le cadre de la préparation des états financiers intermédiaires consolidés résumés, les jugements significatifs exercés par la Direction pour appliquer les méthodes comptables du Groupe et les sources principales d'incertitude relatives aux estimations sont identiques à ceux et celles décrits dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

La crise COVID19 a toutefois nécessité le réexamen des jugements et des hypothèses significatifs. En particulier le Groupe a mené des analyses approfondies quant à la détermination de la valeur recouvrable de ses actifs incorporels dans le cadre de ses tests de dépréciation d'actifs en intégrant à ses projections la mise à jour de la perspective 2020 considérant l'impact COVID19 et les différents scénarii de retour à la normale des activités (voir par ailleurs Note 3 « Faits Marquants » et Note 7 « Immobilisations Corporelles et Incorporelles »).

Détermination de la charge d'impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat est comptabilisée au titre de chaque période intermédiaire sur la base de la meilleure estimation du taux d'impôt annuel moyen pondéré attendu pour la totalité de la période annuelle.

Estimation des engagements de retraites et assimilés

Pour les comptes intermédiaires, les charges de retraite et avantages assimilés sont estimées à la moitié du montant de la charge annuelle projetée, calculée pour l'exercice en cours sur la base des évaluations actuarielles réalisées à la fin de l'exercice précédent.

Les passifs de pension et les actifs de couverture afférents ont fait l'objet d'un recalcul afin de refléter les effets des variations (notamment les effets de taux) dans le contexte de crise sanitaire lorsque significatif.

3. FAITS MARQUANTS

Annonce du projet d'acquisition d'Ingenico par Worldline

Le 3 février 2020, Worldline SA et Ingenico Group SA ont annoncé l'approbation à l'unanimité de leurs Conseils d'administration respectifs de l'accord de rapprochement selon lequel Worldline lancerait une offre publique sur toutes les actions Ingenico, rémunérée à 81% en actions et 19% en numéraire, sur la base du dernier cours de bourse à la date du lancement de l'offre, et sur les OCEANes en circulation.

Les deux groupes continuent de progresser dans leur rapprochement, dont la finalisation est toujours prévue au troisième trimestre 2020.

Incidence de la crise sanitaire COVID 19

Dans le contexte de la crise sanitaire COVID 19 et de la crise économique subséquente, la première responsabilité du Groupe a été de préserver la santé de l'ensemble de ses collaborateurs tout en poursuivant ses activités et en accompagnant ses clients. Le Groupe a lancé mi-mars un plan d'action fort afin d'adapter sa structure de coûts, protéger sa rentabilité et sa trésorerie tout au long de l'année, sans remettre en cause le profil de croissance long terme et sa capacité de rebond. Le Groupe a limité les déplacements du personnel, a massivement déployé des modes de travail alternatifs et a recouru au télétravail quand c'était possible. Au plus fort de la pandémie et pour faire face à la baisse d'activité induite par la crise, le Groupe a également eu recours au chômage partiel dans certains pays et a bénéficié d'aides étatiques sous diverses formes pour un montant de 4,9 millions d'euros en réduction des dépenses sous-jacentes.

Du fait de cette crise sans précédent, le format des états financiers semestriels 2020 du Groupe et la mesure des indicateurs de performance n'ont pas été modifiés mais ont nécessité pour être établis de réexaminer certains jugements et hypothèses. Ces jugements et hypothèses n'ont toutefois pas induit d'impacts significatifs sur les états financiers semestriels, en particulier pour ce qui a trait à :

- La comptabilisation de certaines mesures gouvernementales,
- La reconnaissance des dépréciations d'actifs,
- La reconnaissance des impôts différés actifs,
- La reconnaissance de provisions et pertes de valeur,
- La comptabilisation des impacts sur les expositions et sensibilités aux risques de crédit et de liquidité et gestion de ces risques.

Les activités d'acquisition et de collecte dans le secteur Retail exposent le Groupe à un risque de contrepartie dans le cas où un marchand serait défaillant et ne pourrait pas honorer la prestation vendue au client final. Le Groupe pourrait avoir à rembourser les paiements de clients faits à ce marchand et pour lesquels les prestations n'auront pas été délivrées, sans certitude de recouvrement auprès de celui-ci, en particulier lors d'une procédure judiciaire (faillite, redressement judiciaire, etc.). Le Groupe suit de manière rapprochée le risque de défaut des marchands et développe toutes les mesures nécessaires à la couverture de ce risque. Aucun impact significatif n'est enregistré à ce titre au sein des comptes semestriels au 30 juin 2020.

Finalisation du plan de réorganisation juridique du Groupe

Au sein des initiatives de son plan stratégique « Fit for Growth » visant à assurer la croissance et à améliorer les performances de ses opérations, le Groupe a achevé fin 2019 la réorganisation juridique de ses entités, renforçant ainsi la cohérence entre sa stratégie et la gestion de ses deux secteurs d'activités « Banques et Acquéreurs » et « Retail ».

Au 1^{er} janvier 2020, deux sociétés holdings dédiées ont été ainsi constituées, auxquelles sont rattachées les filiales opérant désormais sur un unique secteur d'activité. Préalablement, les entités mixtes du Groupe ont fait l'objet de scissions pour être ensuite rattachées à ces deux entités-mères. Ces deux sociétés holdings sont intégralement détenues par la maison-mère Ingenico Group SA.

Au premier semestre 2020, cette organisation était pleinement opérationnelle.

Compte tenu de cette réorganisation, des accords de services entre le Groupe et les *business units* ainsi qu'au sein des différentes *business units* ont été mis en place au cours du semestre, conduisant à modifier le suivi de la performance. L'information sectorielle a été amendée en conséquence, et les informations 2019 ont été retraitées pour en faciliter la comparaison. Les coûts relatifs au Corporate n'ont pas été alloués aux deux *business units* et la marge réalisée sur les activités « terminaux » reste réallouée entre Retail et B&A, reflétant les synergies dont bénéficie Retail au sein du Groupe.

4. INFORMATION SECTORIELLE

Les principes de détermination des secteurs sont présentés en note 4 Information sectorielle des états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2019. Les informations présentées sont fondées sur le reporting interne utilisé par le Comité Exécutif, principal décideur opérationnel tel que défini par IFRS 8, pour l'évaluation de la performance des différents secteurs.

Au 30 juin 2020, la présentation de l'information sectorielle a été amendée pour faire suite au plan de réorganisation juridique du Groupe, tel que présenté dans les « Faits Marquants ».

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2020			
	Banques & Acquéreurs	Retail	Corporate	Consolidé
Chiffre d'affaires hors-groupe	610,7	788,1		1 398,8
Terminaux et services liés Transactions				747,3
				651,5
EBITDA	154,0	141,1	(17,3)	277,7
Résultat opérationnel courant	133,0	54,9	(32,9)	155,0

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2019			
	Banques & Acquéreurs	Retail	Corporate	Consolidé
Chiffre d'affaires hors-groupe	708,2	902,5		1 610,7
Terminaux et services liés Transactions				861,4
				749,3
EBITDA	149,5	131,4	(26,9)	254,0
Résultat opérationnel courant	141,0	32,0	(35,5)	137,5

5. DONNEES OPERATIONNELLES

a. Chiffre d'affaires

Vente de terminaux de paiement et autres produits assimilés

Le produit des contrats conclus par le Groupe avec ses clients pour la vente de terminaux et autres produits représente une obligation de performance. Les produits sont comptabilisés au moment où le contrôle de l'actif est transféré au client, généralement à la livraison de l'équipement.

Dans le cas où d'autres promesses contractuelles sont des obligations de performances séparées, une portion du prix de transaction leur est allouée.

Vente de services de garantie étendue

Le Groupe fournit des garanties légales selon les lois et pratiques en vigueur dans les différents pays où il opère, qu'il comptabilise selon IAS 37 Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels.

Le Groupe fournit également des garanties étendues d'un à cinq ans qui sont comptabilisées comme des garanties de type service et enregistrées comme des obligations de prestations distinctes, auxquelles le Groupe alloue une partie du prix de la transaction sur la base du prix de vente individuel relatif. Les produits sont ensuite comptabilisés au fil du temps en fonction du temps écoulé à compter de la fin de la garantie légale.

Prix de transaction

Pour déterminer le prix de transaction de la vente d'un équipement ou d'un service associé, le Groupe considère les effets des rémunérations variables, l'existence d'un composant financier et, le cas échéant, les paiements faits au client.

Si la contrepartie dans un contrat inclut un montant variable, le Groupe estime le montant de la contrepartie auquel il a droit en échange du transfert des biens au client. La contrepartie variable est estimée au début du contrat et contrainte jusqu'à ce que l'incertitude associée soit résolue. Les remises sur volumes sont des contreparties variables qui peuvent parfois être fournies par le Groupe à ses clients sur les produits achetés sous certaines conditions. Ces remises sont déduites des montants payables par le client lors des achats subséquents.

Le Groupe reçoit des avances de ses clients pour certains services, notamment les paiements des garanties étendues intervenant au début du contrat. Ces paiements constituent une avance reçue des clients contenant une composante de financement significative tenant compte du délai entre le paiement et la délivrance de l'obligation de prestation « Garantie étendue ».

Ventes de services de solutions de paiement

Quand une tierce partie est impliquée dans la fourniture de biens ou services, le Groupe détermine s'il agit en tant que principal ou agent en évaluant la nature de sa promesse au client. Le Groupe est le principal dans la transaction et enregistre le revenu sur une base brute s'il contrôle les biens et services promis avant leur transfert au client.

Pour l'exécution de sa prestation d'acquisition et de règlement des paiements reçus par carte bancaire par les marchands, le Groupe a recours à des contrats avec des tierces parties (notamment établissements financiers, et schémas d'organismes de cartes de crédit) en charge d'une partie de l'exécution des opérations permettant la bonne fin des transactions. Cette partie d'exécution est rémunérée, entre autres, par les commissions d'interchange. Ces commissions sont répercutées à travers la chaîne des intervenants aux transactions et acquittées in fine par le marchand.

Le Groupe considère qu'il agit en tant que principal pour l'exécution de ces prestations qui forment un service complet qui inclut le processing du paiement, la bonne fin de la transaction en garantissant la collecte, et le versement du paiement sur le compte bancaire des marchands. La position du Groupe dans la chaîne de paiement en fait le principal obligé dans les transactions conduisant au règlement au marchand du paiement du consommateur final. En effet, le Groupe intègre les différentes étapes qui concourent à la réalisation de cette obligation de performance unique et qui incluent les services rendus par les tierces parties intervenant dans la chaîne de paiement, dont la banque émettrice. Il existe un lien transformatif entre les différentes étapes dans la mesure où le niveau et la nature des tâches effectuées par Ingenico dépendent des tâches effectuées et informations fournies par les autres tierces parties intervenant dans la chaîne de paiement.

En exécutant la promesse faite aux clients de leur assurer un paiement garanti leur permettant de délivrer leurs biens ou services aux porteurs de carte, le Groupe remplit une unique obligation de performance de l'acceptation du paiement au versement des fonds sur le compte du marchand. Dès lors, le groupe considère qu'il est en position de contrôler les services fournis par les tierces parties avant que le contrôle du service spécifié ne soit finalement délivré au marchand.

Frais initiaux non remboursables et développements pour le compte des clients

Dans l'activité Retail, avant l'exécution des premières transactions, il est nécessaire de procéder à l'embarquement du client dans les systèmes informatiques du Groupe. Cette activité ne constitue pas une obligation de prestation distincte de l'obligation de performance d'assurer un paiement garanti aux clients marchands. Les revenus de ces avances non-remboursables font l'objet d'un différé de comptabilisation jusqu'à la réalisation des premières transactions, le revenu étant ensuite réparti linéairement sur la durée du contrat avec le client.

Aussi il est parfois développé préalablement un certain nombre d'applications pour répondre aux besoins spécifiques de certains clients. Le Groupe considère que ces développements effectués dans ce cadre ne constituent pas une obligation de prestation distincte. Aussi, les revenus de ces contrats de développement sont différés jusqu'à la réalisation des premières transactions, le revenu étant ensuite reconnu linéairement sur la durée du contrat. Les frais de développements encourus par le Groupe sont capitalisés en tant que coûts de réalisation du contrat jusqu'au démarrage du contrat, puis amortis linéairement sur la durée du contrat.

Les revenus du Groupe comptabilisés au titre des contrats avec les clients ont été ventilés par catégorie d'obligation de performance.

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2020	30 juin 2019
Ventes de Terminaux, accessoires, transports	587,2	705,6
Services associés aux terminaux	160,1	155,8
Processing et acquisitions de paiement	622,9	729,7
Services associés au processing	28,6	19,6
Total	1 398,8	1 610,7

b. Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels sont des produits ou des charges non récurrents par nature, c'est-à-dire des produits ou des charges qui ont un caractère inhabituel et un montant matériel. En conséquence, les autres produits et charges opérationnels incluent notamment les plus ou moins-values sur cession de sociétés consolidées ou d'activités, les plus-values et les moins-values de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles, les frais de restructuration approuvées par la direction et ayant fait l'objet d'une communication externe, les coûts des litiges, les frais relatifs aux regroupements d'entreprises, les dépréciations d'actifs et de goodwill, les frais d'intégration des filiales nouvellement acquises, les ajustements des dettes d'earn-out relatives à ces acquisitions, et les réévaluations à la juste valeur des participations précédemment détenues par le Groupe dans une entreprise acquise lors d'un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, considérés comme non récurrents.

Les autres produits et charges opérationnels comprennent :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2020	30 juin 2019
Frais de restructuration et relatifs aux regroupements d'entreprises	(30,6)	(17,0)
Autres produits	6,2	3,8
Total	(24,4)	(13,2)

Au 30 juin 2020, les autres produits et charges opérationnels ne comprennent aucun des effets relatifs à la crise liée à la COVID 19 comptabilisés par le Groupe.

Pour l'année 2020, les autres charges opérationnelles comprennent essentiellement des charges de restructuration et regroupement d'entreprise au sein du Groupe pour un montant total de 30,6 millions d'euros, dont notamment :

- Les charges de restructuration au sein du groupe pour un montant de 18,3 millions d'euros, en ligne avec la mise en œuvre du plan de transformation 'Fit for Growth' ;
- Les frais engagés dans le cadre des opérations d'acquisitions et leur intégration pour un montant de 9,2 millions d'euros et en particulier les frais engagés dans le cadre de l'opération de rapprochement avec Worldline annoncée le 3 février 2020.

Les autres produits d'un montant de 6,2 millions d'euros sont relatifs à un changement réglementaire sur les activités d'acquisition de paiement de la joint-venture Payone, dont certaines ne sont plus soumises à application de la TVA. Ces 6.2 millions d'euros représentent le remboursement attendu du trop payé de TVA sur les années 2014 à 2018.

c. Réconciliation des indicateurs alternatifs de performance avec les comptes consolidés

L'objectif de cette note est de faire le lien entre les indicateurs de performance utilisés en communication financière et les états financiers consolidés du Groupe.

Le chiffre d'affaires net correspond au chiffre d'affaires ajusté des commissions d'interchange.

L'EBITDA est une notion extracomptable représentant le résultat opérationnel courant avant amortissements, dépréciations et provisions, et coût des rémunérations fondées sur des actions.

L'EBIT correspond au résultat opérationnel courant ajusté de la charge d'amortissement des prix d'acquisition affectés aux actifs dans le cadre des regroupements d'entreprises.

Le free cash-flow représente l'EBITDA diminué : des éléments cash des autres produits et charges opérationnels, de la variation de besoin en fonds de roulement, des investissements nets des produits de cession des immobilisations corporelles et incorporelles, des charges financières payées nettes des produits financiers encaissés et de l'impôt payé.

<i>(en millions d'euros)</i>	Juin 2020	Juin 2019
Chiffre d'affaires	1 398,8	1 610,7
Commissions d'interchange	(156,7)	(231,1)
Chiffre d'affaires net	1 242,1	1 379,6

(en millions d'euros)

	30 juin 2020					
	Compte de résultat	Amortissement Purchase Price Allocation	Réconciliation avec l'EBIT	Coûts des paiements fondés sur des actions	Autres charges d'amortissement et dotations aux provisions	Réconciliation avec l'EBITDA
Chiffre d'affaires	1 398,8		1 398,8			1 398,8
Coût des ventes	(861,6)	16,7	(844,9)	1,1	17,1	(826,7)
Marge brute	537,2					
Charges commerciales et marketing	(131,0)	32,6	(98,4)	1,8	2,4	(94,2)
Frais de recherche et développement	(106,6)		(106,6)	0,6	25,8	(80,3)
Frais administratifs	(144,6)		(144,6)	5,8	19,0	(119,9)
Résultat opérationnel courant	155,0					
EBIT			204,3			
EBITDA						277,7

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2020		
	Tableau des flux de trésorerie	Free cash-flow	Elements du TFT hors Free cash-flow
Résultat de la période	91,7	91,7	
Ajustements pour :			
- Elimination de la charge (produit) d'impôt	24,4	24,4	
- Elimination des amortissements et provisions	113,3	113,3	
- Elimination des profits/pertes de réévaluation (juste valeur et dette financière)	3,7	(3,8)	7,5
- Elimination des résultats de cession d'actifs	0,1	0,1	
- Elimination des charges (produits) d'intérêts nettes	18,0	18,0	
- Coût des paiements fondés sur des actions	9,2	9,2	
Intérêts versés	(15,8)	(15,8)	
Impôts payés	(31,5)	(31,5)	
Résultat opérationnel avant variation du besoin en fonds de roulement	213,1		
- Stocks	30,9	30,9	
- Créances et autres débiteurs	26,8	26,8	
- Dettes fournisseurs et autres créditeurs	(48,1)	(48,1)	
Variation du besoin en fonds de roulement	9,7		
Besoin en fonds de roulement du préfinancement marchands	(6,4)		(6,4)
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES	216,4		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(63,2)	(63,2)	
Produit de cessions d'immobilisations corporelles, incorporelles et financières	11,9	7,2	4,7
Cession des sociétés mises en équivalence et intérêts ne donnant pas le contrôle			
Acquisition de filiales sous déduction de la trésorerie acquise	(5,0)		(5,0)
Cession de filiales sous déduction de la trésorerie cédée			
Prêts et avances consentis	(1,6)		(1,6)
Remboursements reçus sur prêts	1,7		1,7
Dividendes reçus	1,4		1,4
Intérêts encaissés	6,3	6,3	
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(48,5)		
Augmentation de capital (Achats) / ventes d'actions propres			
Emissions d'emprunts	750,0		750,0
Remboursements d'emprunts	(248,0)		(248,0)
Financement du préfinancement marchands	3,2		3,2
Variation des autres dettes financières	(14,6)	(14,6)	
Effet des instruments financiers dérivés			
Dividendes versés aux actionnaires			
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	490,5		
Incidence de la variation de cours des devises	(19,6)		(19,6)
VARIATION DE TRESORERIE	638,9		
Free Cash Flow		150,9	

d. Stocks

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2020	31 déc. 2019
Matières premières et consommables	38,1	37,3
Produits finis	137,3	177,1
Dépréciations matières premières et consommables	(10,4)	(9,3)
Dépréciations Produits finis	(14,4)	(17,0)
Total	150,6	188,1

e. Clients et créances d'exploitation

Les créances clients et autres débiteurs sont évalués à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale puis au coût amorti diminué du montant des pertes de valeur. Généralement, la juste valeur correspond à la valeur nominale, compte tenu du faible délai de paiement, sauf dans le cas des locations financement. En conformité avec IFRS 9, le Groupe suit une approche prospective simplifiée et comptabilise une dépréciation sur créances clients déterminée en fonction des pertes de crédit attendues sur la durée de vie des créances. Le Groupe a ainsi établi des méthodes de dépréciation basées sur des ratings internes et externes, ou sur l'historique des pertes, ajustés des facteurs prospectifs spécifiques aux débiteurs et à l'environnement économique lié à la crise COVID19.

Le délai de recouvrement clients (DSO) représente la somme des créances clients exprimée en jours de chiffre d'affaires (sur la base du « dernier entré, premier sorti »). Le nombre de jours se base sur le calendrier civil.

Les clients et créances d'exploitation s'analysent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 Juin 2020	31 Déc 2019
Créances clients sur ventes de biens et services	544,9	628,5
Créances financières liées aux locations-financement	31,0	33,3
Créances fiscales hors impôt sur les sociétés	86,9	67,4
Autres créances	34,3	26,9
Dépréciations sur créances clients	(37,8)	(41,5)
Dépréciations sur créances liées aux locations-financement	(1,4)	(0,9)
Dépréciations sur autres créances	(0,2)	(0,3)
Total	657,8	713,4
DSO	62	56

Le ratio DSO s'élève à 62 jours au 30 juin 2020 contre 56 jours au 31 décembre 2019.

La balance âgée des créances commerciales se présente ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	Clôture	Non échus	30 Juin 2020		
			Echus		
			< 120 jours	120 - 180	> 180 jours
Clients et comptes rattachés	544,9	470,8	48,9	5,2	20,1
Dépréciations sur créances clients	(37,8)	(17,0)	(7,3)	(5,2)	(8,4)
Net	507,2	453,8	41,6	0,0	11,7

Les créances échues à plus de 180 jours (20,1 millions d'euros) concernent principalement des clients de Payone GmbH et de Global Collect Services BV (pour respectivement 1,9 et 2,1 millions d'euros). Aucune de ces créances ne correspond à des situations de litiges et le Groupe n'anticipe pas de difficulté de recouvrement.

<i>(en millions d'euros)</i>	Clôture	Non échus	31 Déc. 2019		
			Echus		
			< 120 jours	120 - 180	> 180 jours
Clients et comptes rattachés	628,5	521,3	80,4	11,8	15,0
Dépréciations sur créances clients	(41,5)	(4,8)	(22,3)	(4,2)	(10,2)
Net	587,0	516,5	58,1	7,6	4,8

f. Dettes diverses courantes

Les dettes diverses s'analysent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2020	31 déc. 2019
Passifs de contrat	105,8	157,2
Autres dettes	3,9	25,5
Total	109,7	182,6

Les passifs de contrat proviennent des filiales distributrices de terminaux pour des revenus différés sur des garanties vendues et pour des marchandises facturées mais non encore livrées.

Au 31 décembre 2019, les autres dettes courantes comprennent une dette envers DSV pour 4,3 millions d'euros dans le cadre de la constitution de la JV PayOne.

g. Fonds, créances et dettes liés à l'activité d'intermédiation

Les principes comptables relatifs aux créances, fonds et dettes liés à l'activité d'intermédiation sont présentés en note 5. Données opérationnelles des états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2019.

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2020	31 déc. 2019
Créances liées à l'activité d'intermédiation	228,8	336,4
Fonds liés à l'activité d'intermédiation	853,7	1 205,5
Total des actifs liés à l'activité d'intermédiation	1 082,5	1 541,9
Dettes liées à l'activité d'intermédiation	1 016,7	1 469,9
Financement du préfinancement marchands	72,7	69,8
Total des passifs liés à l'activité d'intermédiation	1 089,4	1 539,7

6. AVANTAGES AU PERSONNEL ET REMUNERATION DES DIRIGEANTS (PARTIES LIEES)

a. Transactions avec les parties liées

Les rémunérations et avantages relatifs au Comité Exécutif du 1er janvier au 30 juin 2020 et en 2019 se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2019
Avantages à court terme ⁽¹⁾	5,5	2,1
Rémunération en actions ⁽²⁾	1,0	1,2
Total	6,5	3,3

⁽¹⁾ Comprend l'ensemble des rémunérations versées sur la période (salaires bruts y compris la part variable, primes et avantages en nature, intéressement et participation, et indemnités de fin de contrat).

⁽²⁾ Charge enregistrée au compte de résultat au titre des plans d'actions gratuites et co-investissement.

Les rémunérations présentées dans cette note concernent le Président du Conseil d'administration et les membres du Comité Exécutif qui ont pour mission de définir la stratégie du Groupe, de créer les conditions qui permettront sa mise en œuvre et d'atteindre les objectifs fixés. Le Comité Exécutif est présidé par le Directeur Général.

La variation des rémunérations et avantages relatifs au Comité Exécutif sur le premier semestre 2020 est liée à l'arrivée de nouveaux membres au cours du premier semestre 2019 et au versement des bonus sur les résultats 2019 (les bonus du premier semestre 2019 étant liés aux résultats 2018).

Au 30 juin 2020, le Comité Exécutif compte 9 membres, contre 8 membres au 30 juin 2019.

b. Coûts des paiements fondés sur des actions

Actions gratuites et co-investissement

Le nombre d'actions attribuées dans le cadre de plan d'actions gratuites existantes au 30 juin 2020 attribuées au cours des années précédentes se répartit comme suit :

- 419 174 actions relatives aux plans décidés le 16 mai 2018 ;
- 471 361 actions relatives au plan décidé le 11 juin 2019.

Au 30 juin 2020, 250 766 actions distribuées dans le cadre des plans de co-investissement et d'actions gratuites du 16 mai 2018 et 409 075 actions distribuées dans le cadre du plan d'actions gratuites du 11 juin 2019 restent en circulation.

A l'issue de l'Assemblée Générale du 11 juin 2020, un plan d'actions gratuites a été mis en place. Les bénéficiaires sont des membres du Comité Exécutif et des managers du Groupe. L'attribution des actions est conditionnée à des critères de performances internes (performances financières basées sur l'EBITDA et la croissance organique) et externes (performance relative au cours de bourse). Le volume maximal d'actions attribuées sur ce plan est de 321 232.

Autres paiements basés sur des actions

Le Groupe peut attribuer à certains de ses salariés des rémunérations indexées sur le cours de l'action Ingenico Group SA, ou des actions d'autres entités du Groupe, et réglées en trésorerie.

Ces droits à l'appréciation d'actions sont évalués à leur juste valeur. La juste valeur des sommes à verser est étalée en charges en résultat opérationnel sur la période d'acquisition des droits en contrepartie des autres dettes. Cette dette est réévaluée à sa juste valeur par résultat jusqu'à son règlement.

Incidence sur les états financiers

En fonction des paramètres de calcul utilisés dans la détermination de la juste valeur des actions gratuites attribuées dans le cadre des plans d'actions gratuites et de co-investissement et après estimation des critères internes et externes de valorisation (présence et performance le cas échéant), la charge reconnue en résultat opérationnel du paiement en instruments de capitaux propres au 30 juin 2020 s'élève à 8,0 millions d'euros (contre

3,3 millions d'euros au 30 juin 2019). La charge relative aux autres paiements en trésorerie basés sur des actions s'élève quant à elle à 1,2 million d'euros (contre 1,4 million d'euros au 30 juin 2019).

7. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Goodwill et autres immobilisations incorporelles

Les principes comptables relatifs aux immobilisations corporelles et incorporelles sont présentés en note 7. des états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2019 en particulier pour ce qui a trait à la détermination des goodwill, la capitalisation des dépenses de recherche et développement et la détermination des durées d'amortissement par catégories d'actifs.

Le Groupe n'a procédé à aucune acquisition au cours du premier semestre 2020. La finalisation des comptabilisations de Paymark et de la combinaison de PayOne n'a pas conduit à des ajustements complémentaires au cours du premier semestre 2020.

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2020	31 déc. 2019
Au 1^{er} janvier (valeur nette)	2 800,2	2 490,5
Investissements	-	380,3
Différences de conversion	(19,6)	(1,4)
Cessions	-	(20,0)
Ajustements	-	(49,2)
Total (valeur nette)	2 780,5	2 800,2

<i>Unités génératrices de trésorerie (en millions d'euros)</i>	30 Juin 2020			31 Décembre 2019		
	Valeur brute	Cumul des pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Cumul des pertes de valeur	Valeur nette
B&A Amérique du Nord	62,6	(12,6)	50	62,7	(12,6)	50,1
B&A Amérique Latine	11,7	-	11,7	12,4	-	12,4
B&A EMEA	157,7	(0,9)	156,8	158,1	(0,9)	157,2
B&A Asie Pacifique	206,6	0,3	206,9	209,1	0,3	209,4
Retail	2 364,5	(9,3)	2 355,2	2 380,4	(9,3)	2 371,1
Total	2 803,1	(22,5)	2 780,5	2 822,8	(22,6)	2 800,2

Test de dépréciation des goodwill

Comme indiqué en notes 2 (Règles et méthodes comptables) et 3 (Faits marquants), afin de tenir compte des conséquences de la crise sanitaire, le Groupe a conduit des tests de dépréciations d'actifs au 30 juin 2020 en intégrant à ses projections la mise à jour de la perspective 2020 qui considère différents scénarii de retour à la normale des activités.

Les principales hypothèses utilisées pour déterminer la valeur recouvrable des goodwill sont les suivantes :

	30 juin 2020					Total
	B&A Amérique du Nord	B&A Amérique Latine	B&A EMEA	B&A Asie Pacifique	Retail	
Unités génératrices de trésorerie						
Valeur nette comptable des goodwill (en millions d'euros)	50	11,7	156,8	206,9	2 355,2	2 780,5
Méthode de valorisation de l'Unité génératrice de trésorerie	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	
Nombre d'années sur lequel les flux de trésorerie sont estimés	5	5	5	5	5	
Taux de croissance à long terme	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	2,3%	
Coût moyen pondéré du capital utilisé au 30 juin	9,1%	13,9%	9,6%	10,1%	8,2%	

	31 Déc. 2019					Total
	B&A Amérique du Nord	B&A Amérique Latine	B&A EMEA	B&A Asie Pacifique	Retail	
Unités génératrices de trésorerie						
Valeur nette comptable des goodwill (en millions d'euros)	50,1	12,4	157,2	209,4	2 371,1	2 800,2
Méthode de valorisation de l'Unité génératrice de trésorerie	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	
Nombre d'années sur lequel les flux de trésorerie sont estimés	5	5	5	5	5	
Taux de croissance à long terme	1,1%	1,0%	1,0%	1,0%	2,3%	
Coût moyen pondéré du capital utilisé au 31 décembre	8,4%	13,6%	8,7%	9,0%	7,3%	

Les tests de dépréciation des goodwill ont été menés sur la base des valeurs comptables du 30 juin 2020.

Les hypothèses de taux de croissance et du coût moyen pondéré du capital utilisées dans la valorisation de l'ensemble des unités génératrices de trésorerie ont été revues en accord avec l'évolution des données globales de marché. En particulier, le coût moyen pondéré du capital intègre l'accroissement de la prime de risque inhérente au contexte de crise sanitaire. Il convient de souligner que les taux de croissance à long terme retenus par le Groupe n'excèdent pas ceux du secteur d'activité.

Par ailleurs, face à l'apparition de faits générateurs de risques spécifiques à la crise sanitaire et en application des principes d'IAS 36 concernant les indices de perte de valeur, le Groupe a conduit des tests de dépréciation d'actifs individuels (en particulier concernant ses portefeuilles de relations clients).

Au 30 juin 2020, aucune dépréciation d'actif n'a été enregistrée par le Groupe au titre de l'ensemble de ses actifs incorporels.

Sensibilité des valeurs recouvrables

Les prévisions d'exploitation sont basées sur des plans d'affaires qui ont été préparés par le management des UGTs (Unités Génératrices de Trésorerie). Ces plans ont été revus par la Direction financière du Groupe, qui a notamment mené des tests de sensibilité sur les hypothèses de taux de croissance à long terme et de taux d'actualisation plus agressives qu'à l'accoutumée compte tenu du contexte de crise.

Au demeurant, les tests de sensibilité montrent qu'une hausse du taux d'actualisation de 2 points de base ne conduirait pas à des dépréciations.

En outre, une analyse de sensibilité du calcul à une variation conjointe des paramètres clés (taux d'actualisation et taux de croissance à long terme) selon des hypothèses raisonnablement possibles a été conduite et n'a pas fait apparaître de scénario probable dans lequel la valeur recouvrable d'une UGT deviendrait inférieure à sa valeur comptable à l'exception de l'UGT B&A APAC pour laquelle une augmentation du taux d'actualisation de 1,4 points ou la diminution du taux de croissance à l'infini de -1,1 points ou encore la diminution des flux de trésorerie de -12,1 points conduiraient à la détermination d'une valeur recouvrable égale à la valeur nette comptable.

	Juin 2020				
	Taux d'actualisation		Taux de croissance à l'infini		Flux de trésorerie
	Taux retenu (en %)	Taux d'actualisation à partir duquel la valeur recouvrable est égale à la valeur comptable (en %)	Taux retenu (en %)	Taux de croissance à l'infini en-deçà duquel la valeur recouvrable est égale à la valeur comptable (en %)	Diminution des flux de trésorerie nécessaires afin que la valeur recouvrable soit égale à la valeur comptable (en %)
B&A Asie Pacifique	10,1%	11,5%	1,0%	-1,1%	-12,1%

Au 30 juin 2020, les valeurs recouvrables de Retail, B&A Amérique du Nord, B&A Amérique Latine et B&A EMEA sont significativement supérieures à leurs valeurs comptables. Ainsi, l'augmentation du taux d'actualisation, la diminution du taux de croissance à l'infini ou la diminution des flux de trésorerie nécessaires pour que leurs valeurs recouvrables soient égales à leurs valeurs comptables respectives, sont non pertinentes.

8. AUTRES PROVISIONS

(en millions d'euros)	Solde au 1er janvier 2020	Différence de conversion	Dotations	Reprises pour utilisation	Reprises sans objet	Autres mouvements	Solde au 30 juin 2020
Provisions pour garanties	16,9	(0,4)	5,1	(5,4)	-	(0,3)	15,8
Provisions pour litiges et réclamations	8,9	(0,1)	2,0	(1,1)	-	0,1	9,8
Provisions pour restructuration	1,2	(0,0)	-	(0,4)	-	(0,0)	0,8
Autres provisions	14,9	(0,1)	3,4	(2,0)	(2,1)	5,9	20,0
Total	41,9	(0,6)	10,5	(8,9)	(2,1)	5,6	46,4

a. Garanties

La vente des terminaux est généralement accompagnée d'une garantie de 12 mois. La provision pour garantie au passif du bilan traduit les coûts attendus par le Groupe afin de satisfaire à ses obligations de réparation des terminaux. Le calcul est statistique, basé sur des données historiques. La variation des provisions pour garanties peut donc traduire deux phénomènes différents :

- La croissance ou la baisse des ventes accompagnées de garanties dans certaines filiales ;
- Ou une révision du calcul de la provision.

b. Litiges et réclamations

Le Groupe est engagé dans un certain nombre de réclamations et de procédures judiciaires et arbitrales qui sont apparues dans le cadre normal de ses activités. Ces réclamations et procédures font l'objet d'une revue régulière par la Direction Juridique du Groupe et sont couvertes par des provisions lorsque le Groupe considère qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour couvrir le risque encouru et qu'une estimation fiable de ce montant peut être faite, étant précisé que la survenance d'événements en cours de procédure peut entraîner à tout moment une réappréciation du risque. Les reprises sans objet résultent, pour l'essentiel, de la résolution de ces litiges, pour lesquels le Groupe a eu gain de cause ou pour lesquels le montant réel du préjudice s'est avéré inférieur à son montant estimé.

Litiges fiscaux et passifs fiscaux incertains

Au cours de l'exercice 2020 et des exercices précédents, des sociétés du Groupe ont fait l'objet de contrôle fiscal et parfois de proposition de rectifications. Les conséquences financières de ces rappels d'impôts et taxes sont comptabilisées au passif pour les montants notifiés et acceptés ou considérés comme présentant une sortie de ressources probable et pouvant être déterminés de manière fiable.

Le Groupe revoit périodiquement l'estimation de ce risque au regard de l'évolution des contrôles et des contentieux et estime qu'aucun contrôle en cours n'aura d'impact significatif sur sa situation financière ou sa liquidité.

Litiges fiscaux au Brésil

Ainsi, des procédures de redressement fiscal concernant une filiale au Brésil sont toujours en cours. Elles sont liées à l'ICMS, avec un montant en cause (principal, au titre des années 2004 à 2009, intérêts et pénalités) de l'ordre de 293 millions de real brésilien (49 millions d'euros) au 30 juin 2020. Dans un contexte de tension fiscale entre États qui a affecté Ingenico au même titre qu'un grand nombre d'entreprises brésiliennes et internationales, l'administration fiscale de l'État de Sao Paulo conteste la déduction par Ingenico Do Brasil, d'une fraction de l'ICMS mentionnée sur les factures émises par un de ses fournisseurs. En effet, ce dernier bénéficierait d'un avantage fiscal accordé par l'État du Minas Gerais dans lequel il est implanté, qui ne serait pas conforme à la législation fédérale. En juin 2019, les autorités fiscales de l'État de Sao Paulo ont adopté une résolution sur les critères d'éligibilité à l'amnistie pour les entreprises. La filiale, appuyée par ses conseils spécialisés, estime qu'il est peu probable qu'elle ne bénéficie pas de cette amnistie. Au regard de l'analyse de ces risques et en application des critères de la norme IAS 37, aucune provision n'est constatée dans les comptes au 30 juin 2020.

c. Autres provisions

Les autres provisions correspondent à des provisions pour charges liées à l'activité (engagement de rachat de stocks des fournisseurs, risques qualité clients, indemnités commerciales clients...).

9. FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS

a. Coût financier net

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2020	30 juin 2019
Charges d'intérêts sur les emprunts au coût amorti et les emprunts obligataires	(20,2)	(20,1)
Coût de l'endettement financier	(20,2)	(20,1)
Produits d'intérêts des prêts financiers	0,0	0,1
Produits de trésorerie et des équivalents de trésorerie	1,9	2,5
Produits d'intérêts des contrats de location-financement	2,4	2,1
Coût de l'endettement financier net	(16,0)	(15,5)
Gains de change	35,4	13,3
Pertes de change	(31,6)	(15,3)
Résultat de change	3,8	(1,9)
Composante financière des charges de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	(0,4)	(0,5)
Autres produits financiers	1,7	1,0
Autres charges financières	(3,6)	(4,5)
Autres produits et charges financiers	(2,3)	(4,0)
Coût financier net	(14,5)	(21,4)
Total des produits financiers	41,3	18,9
Total des charges financières	(55,9)	(40,4)

L'analyse du coût financier à fin juin 2020 est la suivante :

Les charges d'intérêts sur emprunts sont liées aux emprunts décrits dans le paragraphe b.

- La charge d'intérêt relative à l'emprunt obligataire convertible (OCEANE) est de 5,6 millions d'euros ;
- La charge d'intérêt relative à l'emprunt obligataire émis en 2014 et au swap qui lui est adossé est de 4,3 millions d'euros (dont l'amortissement des frais d'émission) ;
- La charge d'intérêt relative à l'emprunt obligataire émis en 2017 est de 5,2 millions d'euros (dont l'amortissement des frais d'émission) ;
- La charge d'intérêt relative aux emprunts bancaires est de 3,5 millions d'euros (incluant l'amortissement des frais du crédit syndiqué et la commission d'engagement).
- Les billets de trésorerie, du fait des taux négatifs, ne génèrent pas de charges d'intérêt mais des produits de 0.1 million d'euros.
- Les points de terme des couvertures de change pour 0,8 millions d'euros

Le résultat de change représentant un gain net de 3,8 millions d'euros à fin juin 2020 (versus 1,9 million d'euros de perte fin juin 2019) résulte de pertes et gains de change générés lors de la revalorisation de prêts et emprunts à caractère financier, auxquels s'ajoutent les revalorisations des dérivés de couverture associés. Il comprend également la part inefficace des couvertures à caractère opérationnel.

Les autres produits et charges financiers comprennent des charges financières liées à l'affacturage, les intérêts sur dettes locatives, les charges relatives à la composante financière des garanties étendues, ainsi que des charges relatives aux engagements de retraite.

Les produits de trésorerie et équivalents de trésorerie (1,9 million d'euros) proviennent principalement des placements réalisés en France, en Inde et au Brésil.

Les produits d'intérêts des contrats de location-financement (bailleur) concernent principalement Payone GmbH, Ingenico France SAS, Ingenico Indonesia et Ingenico Italia Spa

b. Dettes financières nettes

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2020	31 déc. 2019	30 juin 2019
Emprunts obligataires	1 049,2	1 049,0	1 051,2
Emprunt obligataire convertible "OCEANE"	475,8	470,1	464,5
Autres dettes financières	55,6	55,4	106,2
Dettes bancaires	-	0,1	248,1
Dettes financières à plus d'un an	1 580,7	1 574,6	1 870,1
Billets de trésorerie	192,0	440,0	531,5
Comptes créditeurs de banque	23,7	43,2	145,7
Autres dettes financières	803,7	54,5	3,8
Dettes bancaires ou assimilées	-	-	-
Intérêts courus non échus	10,7	8,9	9,0
Dettes financières à moins d'un an	1 030,2	546,6	690,1
ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	2 610,8	2 121,2	2 560,2
Trésorerie	853,3	624,2	953,5
Valeurs mobilières de placement et dépôts à terme	580,1	189,6	140,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 433,3	813,8	1 093,7
Endettement financier net	1 177,5	1 307,4	1 466,5

Le contexte de crise sanitaire a eu un effet limité sur les liquidités du Groupe. L'endettement brut a augmenté compte tenu du tirage sur le crédit syndiqué à hauteur de 750 millions d'euros.

Les dettes financières excluent la ligne de financement du préfinancement marchands, utilisée au 30 juin 2020 à hauteur de 72,7 millions d'euros, ainsi que les obligations locatives courantes et non courantes nées de l'application d'IFRS 16 à hauteur de respectivement 26,4 millions d'euros et 73,1 millions d'euros au 30 juin 2020.

Au 30 juin 2020, les dettes bancaires et obligataires à court et à long terme s'élèvent à 2 610,8 millions d'euros (versus 2 121,2 millions d'euros fin décembre 2019), dont principalement :

- 596,4 millions d'euros correspondent à l'emprunt obligataire émis en septembre 2017 ;
- 452,5 millions d'euros correspondent à un emprunt obligataire émis en mai 2014 ;
- 475,8 millions d'euros correspondent à un emprunt obligataire convertible (OCEANE) émis le 26 juin 2015 ;
- 105,0 millions d'euros correspondent à des placements privés contractés en mai 2018 et décembre 2017 ;
- 192,0 millions d'euros correspondent à des billets de trésorerie. Depuis mai 2018, le plafond du programme de billets de trésorerie du Groupe s'élève à 750 millions d'euros ;
- 749,3 millions d'euros correspondant à un tirage sur le crédit syndiqué intervenu en 2020.

Emprunts obligataires

Le 13 septembre 2017, le Groupe a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire à échéance le 13 septembre 2024. Le montant nominal de l'emprunt s'élève à 600 millions d'euros et est représenté par 6 000 obligations d'une valeur nominale de 100 000 euros. Les obligations portent un coupon annuel de 1,625 %. La dette est comptabilisée au coût amorti, les frais d'émissions sont amortis dans le compte de résultat sur la durée de vie de l'emprunt.

Le 20 mai 2014, le Groupe a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire à échéance le 20 mai 2021. Le montant nominal de l'emprunt s'élève à 450 millions d'euros et est représenté par 4500 obligations d'une valeur nominale de 100 000 euros. Les obligations portent un coupon annuel de 2,5%. La dette est comptabilisée au coût amorti, les frais d'émissions sont amortis dans le compte de résultat sur la durée de vie de l'emprunt.

Emprunt obligataire convertible

Le 26 juin 2015, le Groupe a procédé à une émission d'obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions Ingenico nouvelles ou existantes (OCEANES) ayant pour date d'échéance le 26 juin 2022 (ISIN : FR0012817542). Le montant nominal de l'emprunt s'élève à 500 millions d'euros et il est représenté par 2 904 443 obligations d'une valeur nominale de 172,15 euros.

L'OCEANE est qualifiée d'instrument financier composé et, à ce titre, entre dans le champ d'application d'IAS 32 qui impose de comptabiliser séparément dans le bilan la composante capitaux propres (l'option d'achat que le porteur détient en vue de convertir son obligation en action) de la composante passif financier (l'engagement contractuel de remettre de la trésorerie).

La juste valeur de la dette ainsi que la part affectée en capitaux propres, sont calculées à la date de l'émission de l'OCEANE, soit le 26 juin 2015.

La juste valeur de la dette au bilan, incluse dans les dettes à long terme, est calculée par référence au taux moyen du marché pour une obligation non convertible. La différence entre la valeur faciale de l'emprunt obligataire et sa juste valeur est affectée en capitaux propres dans les autres réserves, net d'impôts différés.

L'OCEANE est émise à un taux d'intérêt nominal de 0%. Le taux moyen du marché pour une obligation de maturité équivalente au moment de l'émission aurait été de 2,31%. La juste valeur de la composante dette équivaut à 422,7 millions d'euros à l'origine et à 73,3 millions d'euros pour la composante optionnelle, après prise en compte du call émetteur et de l'imputation des frais d'émission (4,1 millions d'euros répartis au prorata entre dette et capitaux propres).

Le taux d'intérêt effectif, après imputation des frais d'émission d'emprunts et reclassement de la composante capitaux propres de l'emprunt, se situe à 2,41%.

Le Groupe a couvert partiellement son obligation de livraison d'actions propres et donc la dilution potentielle au titre de la conversion des OCEANE en procédant en novembre 2016 à l'achat de 1 500 000 options d'achat.

Au 30 juin 2020, le ratio de conversion est de 1,009 action pour une obligation.

Dettes bancaires

En mars 2020, le Groupe a intégralement tiré sa ligne de crédit syndiqué d'un montant de 750 millions d'euros pour une période de 6 mois. Cette ligne n'est soumise à aucun covenant. Le taux d'intérêt de l'emprunt est variable et se base sur l'Euribor (1 à 6 mois) plus marge de 0,90%. Des commissions d'utilisation de 0,4% sont à payer trimestriellement.

Autres dettes financières

En décembre 2017, le Groupe a souscrit à un placement privé d'un montant de 50 millions d'euros, à maturité trois ans, à taux fixe de 0,647 %.

En mai 2018, le Groupe a souscrit à deux placements privés d'un montant de 25 et 30 millions d'euros à maturité 7 ans, à taux fixe de 1,677%.

Comptes créditeurs de banque

Les concours bancaires s'élèvent à 23,7 millions d'euros dont 12,7 millions d'euros attribuables à Ingenico Terminals et 10,8 millions d'euros attribuables à PayOne GmbH.

c. Instruments financiers dérivés

Juste valeur des instruments dérivés à la clôture

(en millions d'euros)	30 juin 2020	31 déc. 2019
Instruments dérivés de taux		
Actif courant	2,9	4,4
Passif courant	-	-
Instruments dérivés de change		
Actif courant	4,9	1,3
Passif courant	(10,6)	(4,9)
Total	(2,8)	0,8

Au 30 juin 2020 les instruments financiers portant sur les opérations de change comprennent des contrats à terme, des forwards, des swaps et des options.

Les variations de valeur des instruments de couverture inefficaces ou celles des parties inefficaces d'instruments de couverture efficaces, sont enregistrées directement en résultat financier. Elles sont principalement liées aux différentiels de taux d'intérêts entre la devise des éléments couverts et l'euro dans le cas des couvertures de change.

En 2014, le Groupe a mis en place un swap de taux, à hauteur de 50% du nominal de l'emprunt obligataire émis en 2014, soit 225 millions d'euros, d'une durée de vie de 7 ans. Ce swap transforme une partie de l'exposition à taux fixe du Groupe en taux variable. Cette couverture est comptabilisée en fair value hedge, les variations de juste valeur du dérivé sont comptabilisées par résultat, tout comme les variations de juste valeur de son sous-jacent.

d. Définition des classes d'actifs et de passifs financiers par catégorie comptable

Les classes d'actifs et de passifs valorisées à la juste valeur après leur première comptabilisation sont les suivantes :

- Actifs / passifs évalués à la juste valeur par le compte de résultat ;
- Actifs / passifs évalués à la juste valeur par OCI non recyclables ;
- Instruments dérivés qualifiés en couverture de flux de trésorerie.

30 juin 2020

Classes d'actifs et de passifs (en millions d'euros)	Actifs/Passifs évalués à la JV par compte de résultat	Actifs et passifs au coût amorti	Actifs/Passifs évalués à la JV par OCI non recyclables	Instruments dérivés qualifiés en couverture de flux futurs de trésorerie	Total de la valeur nette comptable	Juste valeur de la classe
Actifs financiers	-	6,7	22,2	-	28,9	28,9
Autres actifs non courants	-	52,3	-	-	52,3	52,3
Créances d'exploitation et autres créances courantes	-	730,4	-	-	730,4	730,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 433,4	-	-	-	1 433,4	1 433,4
Créances liées à l'activité d'intermédiation	-	228,8	-	-	228,8	228,8
Fonds liés à l'activité d'intermédiation	853,7	-	-	-	853,7	853,7
Instruments financiers dérivés	7,8	-	-	-	7,8	7,8
Total actif	2 294,8	1 018,7	22,2	-	3 335,8	3 335,8
Emprunt obligataire convertible "OCEANE" (1)	-	475,8	-	-	475,8	535,0
Emprunts obligataires	-	1 049,2	-	-	1 049,2	1 056,3
Emprunts à long terme	-	55,6	-	-	55,6	55,6
Autres dettes non courantes	-	119,0	-	-	119,0	119,0
Emprunts à court terme	-	1 056,6	-	-	1 056,6	1 056,6
Financement du préfinancement marchands	-	72,7	-	-	72,7	72,7
Dettes d'exploitation et autres dettes courantes	-	564,3	-	-	564,3	564,3
Dettes liées à l'activité d'intermédiation	-	1 016,7	-	-	1 016,7	1 016,7
Instruments financiers dérivés	10,6	-	-	-	10,6	10,6
Total passif	10,6	4 409,2	-	-	4 420,5	4 487,8

31 déc. 2019

Classes d'actifs et de passifs (en millions d'euros)	Actifs/Passifs évalués à la JV par compte de résultat	Actifs et passifs au coût amorti	Actifs/Passifs évalués à la JV par OCI non recyclables	Instruments dérivés qualifiés en couverture de flux futurs de trésorerie	Total de la valeur nette comptable	Juste valeur de la classe
Actifs financiers	-	6,4	25,6	-	32,1	32,1
Autres actifs non courants	-	40,7	-	-	40,7	40,7
Créances d'exploitation et autres créances courantes	-	657,6	-	-	657,6	657,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie	813,8	-	-	-	813,8	813,8
Créances liées à l'activité d'intermédiation	-	336,4	-	-	336,4	336,4
Fonds liés à l'activité d'intermédiation	1 205,5	-	-	-	1 205,5	1 205,5
Instruments financiers dérivés	5,4	-	-	0,3	5,7	5,7
Total actif	2 024,7	1 041,1	25,6	0,3	3 091,7	3 091,8
Emprunt obligataire convertible "OCEANE" (1)	-	470,1	-	-	470,1	486,9
Emprunts obligataires	-	1 049,0	-	-	1 049,0	1 070,8
Emprunts à long terme	-	55,5	-	-	55,5	55,5
Autres dettes non courantes	0,6	118,7	-	-	119,3	119,3
Emprunts à court terme	-	546,6	-	-	546,6	546,6
Financement du préfinancement marchands	-	69,8	-	-	69,8	69,8
Dettes d'exploitation et autres dettes courantes	-	674,8	4,3	-	679,2	679,2
Dettes liées à l'activité d'intermédiation	-	1 469,9	-	-	1 469,9	1 469,9
Instruments financiers dérivés	4,0	-	-	0,9	4,9	4,9
Total passif	4,6	4 454,4	4,3	0,9	4 464,3	4 502,9

(1) La juste valeur de l'emprunt obligataire OCEANE tient compte de la composante dette et de la composante capitaux propres.

La juste valeur des emprunts obligataires et obligataire convertible correspond à leur valeur de marché (cotation aux 31 décembre 2019 et 30 juin 2020).

Hiérarchie de juste valeur

Les critères utilisés pour classer les instruments financiers dans chaque niveau de juste valeur sont des critères objectifs basés sur la définition des niveaux de juste valeur selon la norme IFRS 13 :

- Niveau 1 : des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques,
- Niveau 2 : des données d'entrée autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) soit indirectement (à savoir des données dérivées de prix),
- Niveau 3 : des données d'entrée relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (données d'entrée non observables).

Ces actifs et passifs financiers correspondent aux trois niveaux de juste valeur présentés dans les tableaux suivants pour les années 2020 et 2019.

Par ailleurs, nous n'avons pas effectué de transfert entre les différents niveaux, entre 2019 et 2020.

(en millions d'euros)	30 juin 2020			
	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers	22,2	-	-	22,2
Instruments financiers dérivés ⁽¹⁾	7,8	-	7,8	-
Fonds liés à l'activité d'intermédiation	853,7	853,7	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 433,4	853,3	580,1	-
Total actif	2 317,1	1 706,8	587,9	22,2
Autres dettes non courantes	-	-	-	-
Autres dettes courantes	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés ⁽¹⁾	10,6	-	10,6	-
Total passif	10,6	-	10,6	-

(en millions d'euros)	31 déc. 2019			
	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers	25,6	-	-	25,6
Instruments financiers dérivés ⁽¹⁾	5,7	-	5,7	-
Fonds liés à l'activité d'intermédiation	1 205,5	1 205,5	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	813,8	683,8	130,0	-
Total actif	2 050,7	1 888,3	135,7	25,6
Autres dettes non courantes	0,6	-	-	0,6
Autres dettes courantes	4,3	-	-	4,3
Instruments financiers dérivés ⁽¹⁾	4,9	-	4,9	-
Total passif	9,8	-	4,9	4,9

⁽¹⁾ Les instruments financiers dérivés correspondent à des actifs ou passifs évalués à la juste valeur par le compte de résultat ou à des instruments dérivés qualifiés en couverture de flux de trésorerie.

Au 31 décembre 2019, les autres dettes courantes en niveau 3 comprenaient une dette envers DSV dans le cadre de la constitution de la JV PayOne.

10. IMPÔTS

(en millions d'euros)	30 juin 2020	31 déc. 2019	30 juin 2019
Résultat avant impôt (hors sociétés mises en équivalence)	116,0	271,2	102,8
Impôt sur les bénéficiés	(24,4)	(54,7)	(21,0)
Taux d'impôt effectif	21,0%	20,2%	20,4%

Au 30 juin 2020, la charge d'impôt est estimée en fonction des faits connus et anticipés à la date d'arrêté, selon la méthode du taux projeté. Cette méthode permet une meilleure estimation de la charge d'impôt de la période, par application du taux d'impôt prévisionnel annuel aux résultats semestriels.

Le rapport entre la charge d'impôt du premier semestre 2020 et le résultat avant impôt, soit le taux effectif d'impôt, est de 21%. Il était de 20,2% au 31 décembre 2019 et de 20,4% au 30 juin 2019. L'augmentation du taux d'impôt par rapport au 30 juin 2019 s'explique principalement par la taxation des plus-values sur titres constatées sur les opérations relatives à la réorganisation juridique du Groupe.

Le taux d'impôt projeté au 30 juin 2020 bénéficie de l'effet globalement positif résultant de taux d'imposition locaux inférieurs au taux d'impôt de la maison mère ainsi que des crédits d'impôts de R&D. En revanche, le classement de la CVAE en impôts courants et les retenues à la source sur les dividendes versés par des filiales du Groupe contribuent à dégrader le taux d'impôt effectif.

11. CAPITAL SOCIAL DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

Nombre d'actions en circulation

	30 juin 2020	31 déc. 2019
Emises en début d'exercice	63 713 047	63 144 527
Emises dans le cadre des distributions de dividendes ⁽¹⁾	-	534 871
Emises dans le cadre des options exercées et actions acquises	-	-
Emises dans le cadre de l'augmentation de capital réservée aux salariés	-	33 649
Emises en fin de période	63 713 047	63 713 047
Actions propres en fin de période	1 294 974	1 315 400
En circulation en fin de période	62 418 073	62 397 647

⁽¹⁾ Voir V. Etat de variation des capitaux propres consolidés

Au 30 juin 2020, le capital social d'Ingenico Group SA est composé de 63 713 047 actions d'une valeur nominale de 1 euro.

Actions propres

(en euros)	1er janvier 2020	Acquisitions	Cessions	30 juin 2020
Nombres de titres	1 315 400	67 449	(87 875)	1 294 794
Valeur	65,99	100,68	94,20	65,89
Total	86 803 548	6 790 586	(8 275 754)	85 329 248

Le portefeuille des actions achetées en nom propre était de 1 315 400 actions au 31 décembre 2019.

Le portefeuille des actions afférent au contrat de liquidité ne contenait pas d'action au 30 juin 2020. Le Groupe a effectué 67 449 acquisitions d'actions durant le premier semestre 2020, et 87 875 cessions.

Ainsi, le portefeuille des actions achetées en nom propre est de 1 294 794 actions au 30 juin 2020.

12. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Dans le cadre de l'accord de rapprochement entre Worldline et Ingenico, les deux parties ont convenu que, en cas de résiliation de l'accord résultant d'une violation significative :

- Du fait de Worldline : la société s'est engagée à verser à Ingenico une indemnité de résiliation d'un montant de 200 millions d'euros.
- Du fait d'Ingenico : réciproquement, le Groupe devra alors verser à Worldline une indemnité de 100 millions d'euros.

Les autres engagements hors bilan sont de mêmes natures que ceux décrits au 31 décembre 2019.

13. PRINCIPALES SOCIETES CONSOLIDEES DU GROUPE

Société	Pays	% intérêt	Mode d'intégration
INGENICO GROUP SA	France	Société mère	
Principales sociétés consolidés			
Ingenico Payone Holding GmbH	Allemagne	52%	IG
Ingenico e-Commerce Solutions GmbH	Allemagne	100%	IG
Ingenico GmbH	Allemagne	100%	IG
Ingenico Healthcare GmbH	Allemagne	100%	IG
Ingenico Marketing Solutions GmbH	Allemagne	52%	IG
Ingenico Payone GmbH	Allemagne	52%	IG
Ingenico International (Pacific) Pty Ltd	Australie	100%	IG
Ingenico e-Commerce Solutions SPRL	Belgique	100%	IG
Ingenico Financial Solutions SA	Belgique	100%	IG
Paymark Limited	Nouvelle Zélande	100%	IG
Ingenico do Brasil Ltda.	Brésil	100%	IG
Ingenico Canada Ltd.	Canada	100%	IG
Retail Entreprise Canada Ltd.	Canada	100%	IG
Fujian Landi Commercial Equipment Co., Ltd.	Chine	97%	IG
Ingenico Electronic Equipments (Beijing) Co., Ltd.	Chine	97%	IG
Ingenico Corp.	Etats-Unis	100%	IG
Retail Entreprise US Corp.	Etats-Unis	100%	IG
Ingenico Business Support SAS	France	100%	IG
Ingenico e-Commerce Solutions SAS	France	100%	IG
Ingenico France SAS	France	100%	IG
Bank and Acquirers Internatioanl Holding SAS	France	100%	IG
Retail International SAS	France	100%	IG
Ingenico Prepaid Services France SAS	France	100%	IG
Ingenico Terminals SAS	France	100%	IG
Ingenico (UK) Ltd.	Grande Bretagne	100%	IG
Retail Entreprise Ltd.	Grande Bretagne	100%	IG
PT. Ingenico International Indonesia	Indonésie	100%	IG
Ingenico Italia SpA	Italie	100%	IG
Retail Entreprise Italia SpA	Italie	100%	IG
GCS Holding BV	Pays-Bas	100%	IG
Global Collect BV	Pays-Bas	100%	IG
Ingenico e-Commerce Solutions BV	Pays-Bas	100%	IG
Ingenico Philippines Corp.	Philippines	100%	IG
Ingenico Polska Sp. z o.o	Pologne	100%	IG

14. EVENEMENTS POST-CLOTURE

Le 8 juillet 2020, Ingenico et Worldline ont déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF) les documents relatifs à leur rapprochement.

Worldline a ainsi déposé son projet de note d'information relative à son offre publique d'achat (OPA) visant les titres Ingenico. Ingenico a déposé son projet de note en réponse relative à cette même offre. Le conseil d'administration d'Ingenico a rendu à l'unanimité un avis motivé favorable sur l'offre.

Le rapprochement des deux groupes avait été annoncé le 6 février 2020 dont la finalisation est prévue pour le 3^{ème} trimestre.

2/ Rapport semestriel d'activité

Les états financiers consolidés sont établis conformément aux normes IFRS. Afin de fournir des informations comparables pertinentes d'un exercice sur l'autre, les éléments financiers sont présentés en retraitant la charge d'amortissement liée à l'acquisition de nouvelles entités. En vertu de la norme IFRS 3R, le prix d'acquisition de nouvelles entités est affecté aux actifs identifiables intégrés dans le périmètre puis amorti sur des durées définies. Les principaux éléments financiers 2019 sont commentés sur une base ajustée, c'est-à-dire avant impact des écritures d'allocation du prix d'acquisition (« PPA »).

Les éléments de marge brute ajustée et de charges opérationnelles ajustées sont commentés avant amortissements, dépréciations et provisions, coûts des rémunérations fondées sur actions ainsi que les écritures d'allocation du prix d'acquisition (« PPA »).

L'EBITDA (Excédent Brut d'Exploitation) est une notion extracomptable représentant le résultat opérationnel courant avant amortissements, dépréciations et provisions, et coût des rémunérations fondées sur des actions. La réconciliation du résultat d'exploitation ajusté à l'EBITDA est disponible ci-dessous.

Le résultat d'exploitation indiqué (EBIT) correspond au résultat opérationnel courant ajusté de la charge d'amortissement des prix d'acquisitions affectés aux actifs dans le cadre des regroupements d'entreprises.

Le free cash-flow représente l'EBITDA diminué des éléments cash, des autres produits et charges opérationnels, de la variation de besoin en fonds de roulement, des investissements nets des produits de cession des immobilisations corporelles et incorporelles, des charges financières payées nettes des produits financiers encaissés et de l'impôt payé.

La dette nette commentée exclut la ligne de financement du préfinancement marchands, ainsi que les passifs liés aux contrats de location résultant de l'IFRS 16.

Chiffres clés S1 2020

(en millions d'euros)	S1'20	S1'19 PF*	S1'19	S1'20 vs. S1'19 PF*
Chiffre d'affaires	1 399	1 602	1 611	-13%
Commissions d'interchange	(157)	(231)	(231)	-32%
Chiffre d'affaires net	1 242	1 371	1 380	-9%
Marge brute ajustée	572	586	572	-2%
<i>En% du chiffre d'affaires</i>	46,1%	42,7%	41,4%	+3,4 pts
Charges opérationnelles ajustées	(294)	(333)	(318)	-12%
<i>En% du chiffre d'affaires</i>	-23,7%	-24,3%	-23,0%	(0,6) pts
EBITDA	278	252	254	+10%
<i>En% du chiffre d'affaires</i>	22,4%	18,4%	18,4%	+4,0 pts
Résultat d'exploitation courant ajusté (EBIT)	204	187	188	+9%
<i>En% du chiffre d'affaires</i>	16,4%	13,6%	13,6%	+2,8 pts
Résultat opérationnel	131	124	124	+6%
Résultat net	92	80	82	+14%
Résultat net, part du groupe	87	80	80	+9%
(en millions d'euros)	S1'20	S1'19 PF*	H1'19	S1'20 vs. S1'19 PF
Free cash-flow	151	-	120	+25%
<i>% Conversion FCF/EBITDA</i>	54,3%	-	47,4%	+6,9 pts
Dette nette	1 178	-	1,466	-20%
<i>Ratio de dette nette/EBITDA¹</i>	1,9x	-	2,7x	(0,8)x
Capitaux propres, part du groupe	2 276	-	2 085	+9%

* Les chiffres S1 2019 PF incluent le retraitement de la cession des activités Healthcare France réalisée en 2019 ainsi que la réallocation de coûts liée à la réorganisation juridique du Groupe, effective depuis le 1^{er} janvier 2020.

¹ Sur les douze derniers mois

2.1 Eléments financiers

Chiffre d'affaires net	S1 2020			T2 2020		
	M€	% variation		M€	% variation	
		Comparable ¹	Publié		Comparable ¹	Publié
Retail	631	-4%	-6%	291	-14%	-17%
SMBs	114	-2%	-2%	54	-9%	-10%
Global Online	169	-2%	-3%	78	-11%	-14%
Entreprise	170	-6%	-13%	77	-19%	-26%
Payone	179	-5%	-5%	83	-16%	-16%
B&A	611	-12%	-13%	293	-22%	-24%
EMEA	213	-12%	-11%	102	-21%	-21%
Amérique Latine	89	-19%	-38%	40	-30%	-48%
Amérique du Nord	122	45%	67%	67	43%	57%
Asie-Pacifique	187	-26%	-25%	84	-39%	-38%
TOTAL	1 242	-8%	-10%	584	-18%	-21%

Performance du deuxième trimestre 2020

Au deuxième trimestre 2020, le chiffre d'affaires net ressort à 584 millions d'euros, en baisse de 18% à données comparables. En données publiées, le chiffre d'affaires net est ressorti en baisse de 21% par rapport au deuxième trimestre 2019 et intègre un effet de change négatif de 17 millions d'euros et l'impact de la cession de l'activité « Healthcare » France.

Au cours de ce trimestre, la business unit Retail a réalisé un chiffre d'affaires net de 291 millions d'euros, affichant une baisse de 14% à données comparables. A données publiées, l'activité a baissé de 17% et intègre un effet de change négatif de 4 millions d'euros et l'impact de la cession de l'activité « Healthcare » France. Au cours de ce deuxième trimestre, les différentes divisions ont évolué, à données comparables, comme ci-après :

- **SMB (- 9%)** : La performance du deuxième trimestre est supérieure à nos attentes, avec un redressement des activités tout au long du trimestre. Par ailleurs, la division a bénéficié de son modèle d'affaire basé en partie sur des abonnements mensuels générant de la résilience malgré le ralentissement des volumes de transactions. Au cours du trimestre, et malgré les confinements, SMB a continué de faire croître sa base de marchands avec environ 1 000 nouveaux marchands nets par mois (plus de 4 000 nouveaux marchands en brut par mois), notamment grâce à une diminution de son taux d'attrition durant la période, et par un équilibre de gains entre marchands digitaux et marchands physiques. Au cours du deuxième trimestre, l'offre in-store intégrée dédiée aux ISVs, Bambora Connect, poursuit son déploiement avec deux contrats signés qui devraient monter en puissance au cours du quatrième trimestre 2020.
- **Global Online (- 11%)** : La performance du deuxième trimestre ressort en ligne avec nos attentes, avec une baisse des volumes transactionnels sur des verticaux spécifique du fait de la propagation du Covid-19 dans le monde. Le vertical Travel (c.35% des volumes pre-Covid) a été fortement impacté et représente aujourd'hui moins de 10% des volumes globaux (moins de 10% en Avril et légèrement supérieur à 15% en juin). La fin du trimestre a cependant été marquée par quelques reprises concernant les voyages régionaux, mais les voyages internationaux ne devraient pas reprendre avant 2021, comme mentionné lors de la publication du T1'20. Entre-temps, Global Online a bénéficié d'une bonne dynamique sur les verticaux non-Travel tels que les biens digitaux, les jeux vidéo en ligne ou les marketplaces, en croissance à deux chiffres, mais non suffisante pour compenser l'impact du Travel. Au niveau régional, l'Asie-Pacifique et l'Amérique du Nord ont été dynamiques alors que l'Amérique Latine a été impactée par son exposition à des verticaux spécifiques. Malgré l'environnement Covid-19, Global Online a poursuivi son développement commercial avec des gains de nouveaux marchands au cours du trimestre, tels que Asos, Porter ou Rappi.
- **Entreprise (- 19%)** : La performance est ressortie légèrement supérieure aux attentes au deuxième trimestre malgré l'impact du Covid-19 et une base de comparaison élevée au T2'19 portée par les activités « Healthcare » en Allemagne. Retraité de cet effet de base, Entreprise aurait enregistré une baisse organique de 13%. La division a été impactée en Europe, en région Pacifique et en Turquie par les confinements sur les activités terminaux comme transactionnelles. Après un impact important de mi-mars à mi-mai, les volumes de

transactions se sont redressés pour atteindre un niveau normatif fin juin. Entre-temps, l'ensemble des programmes omnichannel locaux et pan-Européens ont été confirmés par les grands marchands avec une contribution attendue au cours du deuxième semestre qui devrait revenir sur des niveaux normatifs d'activité. En parallèle, les activités Nord-américaines de vente de terminaux ont été impactées comme en Europe par les confinements.

- **Payone (- 16%)** : La performance ressort supérieure à nos attentes avec un redressement plus rapide qu'anticipé en mai et en juin sur les activités transactionnelles, alimenté par une accélération de la transition vers les paiements électroniques. Pendant la période Covid-19, l'usage de cartes de paiements sur le marché allemand a fortement augmenté grâce notamment au relèvement des seuils sans contacts, favorisant leur utilisation. Ce mode de paiement représente aujourd'hui c.60% des paiements électroniques contre c.50% pre-Covid. La conversion de la clientèle des Caisses d'Epargne aux solutions de paiement de Payone s'est poursuivie au cours du trimestre, tirée par l'offre « one-stop shop » et les capacités d'onboarding digitales, avec un rythme de plus de 1 000 nouveaux marchands nets intégrés chaque mois à la plateforme. L'accélération du basculement de la région DACH vers l'utilisation des paiements électroniques devrait bénéficier à Payone dans les trimestres à venir.

La business unit B&A a généré au deuxième trimestre 2020 un chiffre d'affaires net de 293 millions d'euros, en baisse de 22% à données comparables. A données publiées, l'activité a baissé de 24% et intègre un effet de change négatif de 12 millions d'euros. Au cours de ce deuxième trimestre, les différentes régions ont évolué, à données comparables, comme ci-après :

- **Europe, Moyen-Orient & Afrique (- 21%)** : La performance du deuxième trimestre est ressortie en ligne avec nos attentes dans l'environnement Covid-19 en Europe, impacté par les confinements dans la grande majorité des pays. En Europe de l'Ouest, certains pays ont affiché une certaine résilience dans cet environnement, comme la région DACH et la région Ibérique, cette dernière bénéficiant de contrat Terminal as a Service signé au cours du T1'20. Entre-temps, le Royaume-Uni et l'Italie ont quant à eux été fortement impactés par les confinements durant le trimestre. Comme attendu, l'Europe de l'Est, après un retour à la croissance au T1'20, a poursuivi sur cette trajectoire, alors que la Russie a continué de souffrir d'une base de comparaison élevée au T2'20. La situation devrait se normaliser au cours des trimestres à venir au niveau de la performance globale.
- **Asie-Pacifique (- 39%)** : La dynamique sur la région est ressortie en deçà de nos attentes durant le trimestre. La Chine, après un T1'20 porté par le déploiement de commandes APOS passées en fin d'année 2019, a été impactée par un portefeuille d'activité faible lié au manque de projets initiés au cours du T1'20 du fait des confinements, ainsi que par une base de comparaison élevée, le T2'19 étant le plus haut niveau de revenus réalisés l'année dernière. En parallèle, l'Inde a fortement été impactée par les confinements, ces derniers ayant été prolongés au-delà de la fin juin. Comme au cours du T1'20, l'Asie du Sud-Est a été plus faible avec un retour normalisé de l'activité en Indonésie, impactée par un effet de base de comparaison élevée. Entre-temps, la région Pacifique a affiché une certaine résistance dans ce contexte, bénéficiant des réussites commerciales et du portefeuille de projets.
- **Amérique Latine (- 30%)** : La performance est en ligne avec nos attentes, avec un marché brésilien impacté par la situation Covid-19 durant le trimestre et combiné à une base de comparaison élevée. Cette situation devrait continuer à peser sur la performance au cours des prochains trimestres. Dans les autres pays, tels que la Colombie, l'Argentine et le Pérou, la dynamique se poursuit sur la même trajectoire que le T1'20, portée par les gains de contrats et les projets en portefeuille.
- **Amérique du Nord (+ 43%)** : Comme au cours du T1'20, la performance de la région est forte au cours de ce deuxième trimestre, avec une accélération de l'activité au Canada après un retour à un niveau normatif au trimestre dernier. La croissance des activités américaines reste forte, bénéficiant de la mise en œuvre de l'initiative ISVs qui a montré une dynamique continue, portée par l'exécution de projets et la poursuite du développement des programmes de partenariats. La demande liée au cycle de renouvellement EMV est restée robuste et la consolidation de parts de marché s'est poursuivie. Le vertical des. Globalement, le portefeuille de projets devrait soutenir le niveau d'activité dans les trimestres à venir, niveau se stabilisant séquentiellement.

Performance du premier semestre 2020 et résultats financiers

Au premier semestre 2020, le chiffre d'affaires net ressort à 1 242 millions d'euros, en baisse organique de 8%. En données publiées, le chiffre d'affaires net est ressorti en baisse de 10% par rapport au premier semestre 2019 et intègre un effet de change négatif de 20 millions d'euros et l'impact de la cession de l'activité « Healthcare » France.

La business unit Retail a réalisé un chiffre d'affaires net de 631 millions d'euros, en baisse organique de 4%. A données publiées, l'activité a baissé de 6% au cours du semestre et intègre un effet de change négatif de 4 millions d'euros et l'impact de la cession de l'activité « Healthcare » France.

Au cours du premier semestre, B&A a généré un chiffre d'affaires net de 611 millions d'euros, en baisse de 12% à données comparables. A données publiées, l'activité a baissé de 13% et intègre un effet de change négatif de 16 millions d'euros.

Marque brute ajustée

Au premier semestre 2020, la marge brute ajustée a atteint 572 millions d'euros, soit 46,1% du chiffre d'affaires net, par rapport à la marge brute proforma S1'2019 de 586 millions, soit 42,7% du chiffre d'affaires net.

La marge brute ajustée de Retail s'est légèrement améliorée du fait de son mix d'activités, et celle de B&A a été impactée de manière positive par un mix géographique favorable, principalement lié à la croissance organique de 45% en Amérique du Nord et à une performance relative meilleure en EMEA comparée aux régions émergentes (Amérique Latine et Asie-Pacifique). Par ailleurs, la marge brute ajustée a bénéficié d'un impact positif de 25 millions d'euros liée à l'exécution de Fit for Growth ainsi que du plan d'action Covid-19.

Charges opérationnelles ajustées

Au cours du premier semestre 2020, les charges opérationnelles ajustées se sont élevées à 294 millions d'euros, en baisse de 39 millions d'euros, soit 12% plus faibles qu'au premier semestre 2019 proforma. Les charges opérationnelles ajustées affichent une baisse de 60 points de base en pourcentage du chiffre d'affaires (23,7% contre 24,3% au S1'2019 proforma). Par ailleurs, les charges opérationnelles ajustées ont bénéficié d'un impact positif de 35 millions d'euros liée à l'exécution de Fit for Growth ainsi que du plan d'action Covid-19.

Marque d'EBITDA

L'EBITDA s'élève à 278 millions d'euros au premier semestre 2020 (marge d'EBITDA de 22,4%), contre 252 millions d'euros (marge d'EBITDA de 18,4%) sur le premier semestre 2019 proforma (254 millions d'euros publiés), soit une amélioration de 26 millions d'euros (+400 points de base en marge d'EBITDA) malgré l'impact de la crise sanitaire Covid-19 sur le chiffre d'affaires net. L'EBITDA du Groupe a bénéficié de l'exécution du plan Fit for Growth ainsi que du plan Covid-19 initié au cours du premier semestre. L'effet combiné de ces deux initiatives a généré un impact EBITDA de 60 millions d'euros au premier semestre 2020, avant investissement de 3 million d'euros dédiés à l'initiative PPaaS de B&A.

Retail a généré un EBITDA de 141 millions d'euros (22,3% du chiffre d'affaires net) contre 130 millions d'euros (19,6% du chiffre d'affaires net) sur le S1'2019 proforma, soit une hausse de 270 points de base. La performance globale est pleinement en ligne avec la trajectoire d'EBITDA annuel pour Retail.

L'EBITDA de B&A ressort à 154 millions d'euros (25,2% du chiffre d'affaires net) par rapport à celui de 150 millions d'euros (21,1% du chiffre d'affaires net) du S1'2019 proforma, en hausse de 410 points de base. Cette hausse de marge d'EBITDA s'explique principalement par la forte performance du chiffre d'affaires en Amérique du Nord ainsi que par des initiatives d'économies de coûts.

Au cours du premier semestre 2020, les coûts Corporate s'élèvent à 17 millions d'euros, en baisse de 10 millions d'euros (27 millions d'euros au S1'2019 proforma), reflétant l'exécution des plans Fit for Growth et Covid-19, visant à réduire les coûts Corporate à 45 millions d'euros en 2020, contre 50 millions d'euros en 2019. La réalisation du premier semestre 2020 est pleinement en ligne avec la trajectoire annuelle.

Résultat opérationnel

La marge d'EBIT atteint 204 millions d'euros contre 187 millions d'euros au S1 2019 proforma (188 millions d'euros publiés).

Les autres produits et charges opérationnels (O/E) s'élèvent à -24 millions d'euros contre -13 millions d'euros au premier semestre 2019 proforma (-13 millions d'euros publiés), parfaitement aligné avec la trajectoire annuelle et sous contrôle.

Le résultat opérationnel inclut également des charges d'amortissement relatives à l'allocation de prix d'acquisition de 50 millions d'euros au premier semestre 2020 contre 50 millions d'euros au premier semestre 2019.

Après avoir pris en compte ces autres produits et charges opérationnels ainsi que les charges d'amortissement relatives à l'allocation de prix d'acquisition mentionnées ci-dessus, le résultat opérationnel s'élève à 131 millions d'euros par rapport à 124 millions d'euros au premier semestre 2019 proforma (124 millions d'euros publiés).

Résultat net part du Groupe

Le résultat financier ressort à -15 millions d'euros, contre -22 millions d'euros au S1'2019 proforma (-21 millions d'euros publiés).

La charge d'impôts est stable et s'élève à -24 millions d'euros, contre -21 millions d'euros au S1'2019 proforma (-21 millions d'euros publiés). La charge d'impôts a bénéficié des dispositions fiscales spécifiques liées à l'environnement Covid-19. Le taux d'imposition effectif ressort à 21% contre 20,8% au S1'2019 proforma (20,4% publié).

Au premier semestre 2020, après prise en compte de 5 millions d'euros relatifs aux intérêts minoritaires, le bénéfice net du Groupe attribuable aux actionnaires est ressorti à 87 millions d'euros contre 80 millions d'euros au S1'2019 proforma, en croissance de 9% (+ 8% contre 80 millions d'euros en base publiée).

Génération de trésorerie

Le free cash-flow ressort en forte croissance sur le premier semestre 2020 à 151 millions d'euros, par rapport à 120 millions d'euros au premier semestre 2019. Les principaux éléments de l'amélioration de ce free cash-flow sont :

- La contribution de l'augmentation de l'EBITDA de 24 millions d'euros à données publiées ;
- L'amélioration du besoin en fonds de roulement de 14 millions d'euros, conséquence de l'attention particulière portée sur les processus de contrôle de la trésorerie et d'une meilleure efficacité quant à la collecte des fonds ;
- La baisse des investissements de 4 millions d'euros pour atteindre 56 millions d'euros, contre 60 millions d'euros au S1'2019. L'intensité capitalistique est en ligne avec la politique d'investissement du Groupe à moyen terme, et ce, malgré la crise du Covid-19 ;
- Les *OIE* ressortent en hausse de 7 millions d'euros pour atteindre 24 millions d'euros, en ligne avec notre objectif annuel ;
- Stabilisation des intérêts payés à 8 millions d'euros ;
- Augmentation de 7 millions d'euros des impôts cash payés, passant de 25 millions d'euros au premier semestre 2019 à 32 millions d'euros au premier semestre 2020, à la suite d'un remboursement exceptionnel de 16 millions d'euros des autorités fiscales françaises au S1'20 et du report de 8 millions de taxes lié aux dispositions fiscales spécifiques dans l'environnement Covid-19.

En conséquence, le taux de conversion de l'EBITDA en free cash-flow a atteint 54,3% contre 47,4% au premier semestre 2019. (c.37% au S1'2019 à comparer avec c.46% au S1'2020 retraités des différents éléments impactant les impôts cash payés).

Dette nette du Groupe

La dette nette du Groupe a diminué à 1 178 millions d'euros par rapport à 1 307 millions d'euros en début d'année. Le principal moteur de cette évolution est le free cash-flow de 151 millions d'euros. Le ratio d'endettement sur l'EBITDA³ est de 1,9x contre 2,2x à fin 2019 et 2,7x à fin du premier semestre 2019.

2.2 Eléments significatifs intervenus depuis le 30 juin 2020

Les événements significatifs intervenus depuis le 30 juin 2020 sont décrits dans la note 14 « événements post clôture » de l'annexe aux états financiers intermédiaires consolidés résumés au 30 juin 2020.

2.3 Principaux risques et incertitudes pour le second semestre 2020

Les risques et incertitudes pour le second semestre 2020 sont de même nature que ceux décrits dans Chapitre 4.1.3 du document d'enregistrement universel 2019.

2.4 Principales transactions entre parties liées

Le premier semestre n'a pas vu apparaître de transactions significatives susceptibles d'être considérées comme des conventions nouvelles. Cf. Note 6a. « Transactions avec les parties liées » de l'annexe aux états financiers intermédiaires consolidés résumés au 30 juin 2020.

2.5 Objectifs 2020

- Chiffre d'affaires net : une baisse organique à un chiffre dans la fourchette moyenne à haute ;
- EBITDA : une marge d'EBITDA supérieure à 21% du chiffre d'affaires net (20.9% en 2019) ;
- Free cash-flow : une conversion de l'EBITDA en FCF supérieure à 50%.

Les objectifs 2020 communiqués en avril 2020 ont été construits sur la base des trois scénarios suivants structurés selon des courbes de retour d'activité à la normale différentes, prenant en compte les hypothèses suivantes inchangées, à savoir un retour progressif de la consommation dans un environnement de réouverture des commerçants selon les contraintes sanitaires, un scénario central pour le segment voyage sans reprise des voyages internationaux d'ici la fin 2020 et une reprise graduelle des voyages régionaux, et après prise en compte de possibles reconfinements localisés de courte durée dans des pays où le Groupe opère :

- Scénario 1 : retour à la guidance de croissance organique pré-Covid de 4% à 6% au 4^{ème} trimestre 2020 conduisant à une baisse organique à un chiffre dans le bas de la fourchette moyenne à haute en 2020 ;
- Scénario 2 : retour à la guidance de croissance organique pré-Covid de 4% à 6% au mois de décembre 2020 conduisant à une baisse organique à un chiffre dans le milieu de la fourchette moyenne à haute en 2020 ;
- Scénario 3 : retour à la guidance de croissance organique pré-Covid de 4% à 6% au 1^{er} trimestre 2021 conduisant à une baisse organique à un chiffre dans le haut de la fourchette moyenne à haute en 2020.

Dans ce contexte, le Groupe a calibré et activé au cours du mois de mars un fort et holistique plan d'action afin d'adapter sa base de coûts, protéger sa rentabilité et préserver sa trésorerie. La volumétrie de ce plan d'action a été établie sur la base du scénario le plus conservateur (scénario 3). Par conséquent, en plus du plan Fit for Growth qui délivrera 35 millions d'euros d'impacts EBITDA en 2020, le plan d'action C19 mis en œuvre durant le T1'20 générera 100 millions d'euros d'impacts EBITDA supplémentaires en 2020. La combinaison de ces deux plans réduira les dépenses opérationnelles et les autres charges jusqu'à hauteur de 13%.

A fin juillet 2020, le scénario 2 apparaît être le plus probable. Sur cette base, le Groupe se donne la possibilité de relâcher une partie des économies de coûts prévues dans la cadre du plan Covid-19 si cela venait à se confirmer au cours du 3^{ème} trimestre 2020.

Les moteurs de croissance long termes d'Ingenio Group restent intacts et le Groupe est convaincu que nous devrions sortir plus forts de cette crise, avec l'engagement de l'ensemble des collaborateurs dédiés à nos clients, tout cela pour le bénéfice de l'ensemble des parties prenantes.

3/ Attestation du responsable du rapport financier semestriel

J'atteste à ma connaissance que les comptes intermédiaires consolidés résumés du premier semestre 2020 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport semestriel d'activité figurant ci-joint présente un tableau fidèle des évènements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes consolidés intermédiaires résumés, des principales transactions sur les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 22 juillet 2020

Nicolas HUSS
Directeur Général

4/ Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information semestrielle 2020

Ingenico Group S.A.

Siège social : 28/32 boulevard de Grenelle - 75015 Paris
Capital social : € 63 713 047

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2020

Période du 1er janvier 2020 au 30 juin 2020

Mesdames, Messieurs les Actionnaires de la société Ingenico Group S.A.,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes intermédiaires consolidés résumés de la société Ingenico Group S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier 2020 au 30 juin 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes intermédiaires consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration le 22 juillet 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes intermédiaires consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité établi le 22 juillet 2020 commentant les comptes intermédiaires consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes intermédiaires consolidés résumés.

Paris La Défense, le 22 juillet 2020

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
Frédéric Quélin
Associé

Paris La Défense, le 22 juillet 2020

Mazars
Ariane Mignon
Associée